

La justice administrative marocaine à la lumière de la réforme du code de procédure civile n° 58.25 : transformations procédurales et enjeux de l'efficacité judiciaire

Moroccan Administrative Justice in Light of the Reform of the Code of Civil Procedure No. 58.25: Procedural Transformations and the Challenges of Judicial Efficiency

Youssef Latrach

Faculté des Sciences juridiques et politiques Université Sidi Mohamed Ben Abdellah - Fès

Youssef.latrach@usmba.ac.ma

ORCID : 0000-0002-3962-1280

RÉSUMÉ

L'adoption de la loi n° 58.25 relative à la procédure civile a profondément renouvelé le cadre procédural marocain, avec des incidences directes sur la justice administrative. La réforme concerne notamment l'accès au juge, le déroulement de l'instance, l'encadrement des délais, la notification électronique, la numérisation des procédures et l'exécution des décisions de justice.

Cette étude analyse les principales transformations introduites par la loi n° 58.25 dans le contentieux administratif, en comparant le régime antérieur au nouveau dispositif et en appréciant sa capacité à remédier aux difficultés qui limitaient l'effectivité de la protection juridictionnelle. Elle mobilise, lorsque nécessaire, certains apports du droit comparé.

L'analyse montre que la réforme contribue à simplifier les procédures, à mieux maîtriser les délais, à renforcer la justice numérique et à consolider le cadre de l'exécution, notamment par l'institution du juge de l'exécution. Toutefois, son efficacité dépend de l'amélioration des mécanismes d'exécution des décisions rendues contre les personnes morales de droit public, de la modernisation de l'assistance judiciaire et de l'encadrement de la notification électronique. Elle suppose également de concilier la protection des deniers publics avec le droit des justiciables à l'exécution effective des décisions de justice.

Mots-clés : justice administrative ; loi n°58.25 ; contentieux administratif ; numérisation ; juge de l'exécution ; protection juridictionnelle ; efficacité judiciaire.

ABSTRACT

The adoption of Law No. 58.25 on civil procedure marks a significant transformation in Morocco's procedural framework, with direct implications for administrative justice. The reform affects several core aspects of administrative litigation, including access to the courts, the conduct of proceedings, procedural time limits, electronic service, the digitalization of judicial procedures, and the enforcement of judicial decisions.

This study examines the principal procedural changes introduced by Law No. 58.25 and assesses their impact on Moroccan administrative justice. It does so by comparing the previous procedural framework with the new legal regime and by evaluating the extent to which the reform addresses longstanding shortcomings that have hindered the effectiveness of judicial protection. Where relevant, the analysis also draws on selected comparative-law approaches.

The study finds that the reform contributes to simplifying procedural requirements, improving the regulation of procedural time limits, advancing the digital transformation of justice, and strengthening the institutional framework governing

enforcement, particularly through the establishment of an enforcement judge. Nevertheless, the effectiveness of these reforms ultimately depends on the development of more effective mechanisms for enforcing judgments against public-law entities, the modernization of legal aid, and the establishment of clearer rules governing electronic service. It also requires an appropriate balance between the protection of public funds and litigants' right to the effective enforcement of judicial decisions.

Keywords : administrative justice ; Law No. 58.25; administrative litigation ; digitalisation; enforcement Judge; judicial protection; judicial efficiency.

INTRODUCTION

La justice administrative occupe une place centrale dans l'édification de l'État de droit. La légalité de l'action administrative ne saurait, en effet, résulter de la seule soumission théorique de l'administration à la règle de droit ; son effectivité dépend de l'existence d'une juridiction indépendante, accessible et capable d'annuler les décisions illégales, d'engager la responsabilité des personnes morales de droit public et d'assurer l'exécution des décisions rendues à leur encontre. C'est pourquoi la Constitution du Royaume de 2011 ne s'est pas bornée à consacrer le droit d'accès à la justice : elle a également reconnu la justiciabilité de toute décision administrative devant la juridiction administrative compétente, rattaché le procès équitable au prononcé du jugement dans un délai raisonnable et imposé aux autorités publiques de fournir l'assistance nécessaire au cours du procès ainsi que leur concours à l'exécution des décisions de justice définitives⁴⁹³⁶

L'efficacité de la justice administrative ne dépend toutefois pas uniquement des principes constitutionnels. Elle est directement conditionnée par la qualité des règles procédurales qui encadrent l'instance. La procédure juridictionnelle n'est pas une construction formelle et neutre : elle constitue le moyen par lequel les droits substantiels se transforment en une protection juridictionnelle effective. Or, la pratique du régime antérieur a révélé plusieurs difficultés tenant à la dispersion des textes procéduraux, à la complexité de certaines modalités de notification, à la multiplication des renvois au Code de procédure civile, à la longueur de certains délais ou à l'incertitude entourant leurs effets, sans compter les difficultés chroniques que soulève l'exécution des décisions de justice à l'encontre de l'administration.

C'est dans ce contexte qu'a été promulguée, par le dahir n° 1.26.07 du 11 février 2026, la loi n° 58.25 relative à la procédure civile, entrée en vigueur en août 2026. La réforme ne s'est pas limitée à une révision partielle de quelques règles : elle a reconstruit la procédure dans un cadre législatif plus global, en intégrant les exigences d'efficacité, de simplification des procédures, de numérisation, de garantie de l'accès à la justice et de traitement des difficultés liées à la notification et à l'exécution.⁴⁹³⁷

L'importance de cette transformation est d'autant plus grande que l'article 644 de la nouvelle loi a abrogé la loi n° 41.90 instituant les tribunaux administratifs, la loi n° 80.03 instituant les cours d'appel administratives, ainsi que le Code de procédure civile de 1974 et d'autres textes. Cette abrogation ne signifie évidemment pas la disparition de la justice administrative en tant qu'institution : l'organisation des tribunaux administratifs et des sections spécialisées en matière

4936 Constitution du Royaume du Maroc de 2011, promulguée par le dahir n° 1.11.91 du 27 chaabane 1432 (29 juillet 2011), Bulletin officiel n° 5964 bis du 28 chaabane 1432 (30 juillet 2011), p. 3600, notamment les articles 118, 120, 121, 124 et 126.

4937 Dahir n° 1.26.07 du 22 chaabane 1447 (11 février 2026) portant promulgation de la loi n° 58.25 relative à la procédure civile, Bulletin officiel n° 7485 du 5 ramadan 1447 (23 février 2026), p. 1220.

administrative demeure notamment fondée sur la loi n° 38.15 relative à l'organisation judiciaire. La portée essentielle de la réforme réside plutôt dans l'intégration d'une large part des règles procédurales du contentieux administratif dans un code procédural unifié⁴⁹³⁸

Sous l'empire du régime antérieur, le législateur avait adopté, depuis la loi n° 41.90, un modèle reposant à la fois sur la spécificité de la procédure administrative et sur un large renvoi aux règles de la procédure civile. Ce dispositif a ensuite été consolidé par la création, en 2006, des cours d'appel administratives en vertu de la loi n° 80.03⁴⁹³⁹. Ce modèle a incontestablement permis l'émergence d'une expérience juridictionnelle importante. Il a cependant également entraîné une pluralité des sources de la règle procédurale, de sorte que l'identification du régime applicable dépendait parfois d'un exercice d'articulation entre des textes généraux, spéciaux et, à l'occasion, dispersés⁴⁹⁴⁰

La loi n° 58.25 ne doit donc pas être appréhendée comme une simple modernisation technique du Code de procédure civile, mais comme une tentative de réingénierie d'une composante essentielle de la justice juridictionnelle, dont la justice administrative fait partie. Dès lors, la problématique de cette étude peut être formulée ainsi :

Dans quelle mesure la loi n° 58.25 portant réforme de la procédure civile est-elle susceptible de reconstruire le cadre procédural de la justice administrative de manière à renforcer l'effectivité de la protection juridictionnelle, tout en préservant la spécificité du contentieux administratif et les exigences d'équilibre entre les droits des justiciables et les impératifs de l'intérêt général ?

L'analyse de cette problématique requiert une approche critique et analytique. Il convient, en premier lieu, de comparer le régime antérieur avec les innovations du nouveau texte ; en second lieu, d'apprécier la valeur ajoutée de chaque modification et les limites de son efficacité pratique ; puis, lorsque cela est pertinent, de mettre en perspective certaines solutions de droit comparé susceptibles d'éclairer l'analyse.

L'étude sera ainsi structurée autour de deux axes : **Le premier** sera consacré à la reconstruction du cadre procédural du contentieux administratif sous l'empire de la loi n° 58.25 ; **le second** examinera l'effectivité de la protection juridictionnelle administrative, entre réorganisation de l'exécution et limites découlant des textes spéciaux.

AXE I - LA RECONSTRUCTION DU CADRE PROCÉDURAL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF SOUS L'EMPIRE DE LA LOI N° 58.25

La loi n° 58.25 relative à la procédure civile a réorganisé plusieurs règles procédurales applicables au contentieux administratif, traduisant une orientation vers l'unification de la référence procédurale, la simplification de l'accès au juge, le renforcement des garanties de l'instance et l'intégration de mécanismes modernes de gestion des procédures judiciaires. L'intérêt de ces innovations ne se limite pas à leur dimension organisationnelle. Elles soulèvent également la question de leur aptitude à prendre en compte la spécificité de la justice administrative et à concilier les exigences d'efficacité judiciaire avec les garanties de protection du justiciable face aux personnes morales de droit public. L'évaluation de cette transformation conduit donc à examiner, d'une part, les innovations relatives à l'accès au juge et aux garanties de l'instance

4938 Dahir n° 1.22.38 du 30 juin 2022 portant promulgation de la loi n° 38.15 relative à l'organisation judiciaire, Bulletin officiel n° 7108 du 14 juillet 2022, p. 4568.

4939 Dahir n° 1.06.07 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n° 80.03 instituant des cours d'appel administratives, Bulletin officiel n° 5398 du 23 février 2006, p. 490.

4940 Dahir n° 1.91.225 du 10 septembre 1993 portant promulgation de la loi n° 41.90 instituant des tribunaux administratifs, Bulletin officiel n° 4227 du 3 novembre 1993, p. 2168.

et, d'autre part, les nouveaux mécanismes de gestion procédurale, notamment en matière de notification et de transition numérique.

I. LES TRANSFORMATIONS DE L'ACCÈS À LA JUSTICE ADMINISTRATIVE ET LA REDÉFINITION DES GARANTIES DE L'INSTANCE

L'accès effectif au juge constitue la première condition de toute protection juridictionnelle digne de ce nom. Il ne se mesure pas seulement à l'ouverture théorique d'une voie de recours, mais également à la clarté des règles de compétence, à la proximité de la juridiction, au caractère raisonnable des délais, à la limitation des sanctions formalistes excessives et à l'existence de mécanismes d'assistance pour les personnes qui ne disposent pas de ressources suffisantes. Sous cet angle, la loi n° 58.25 comporte plusieurs dispositions qui redessinent la relation entre le justiciable et la justice administrative.

En premier lieu, l'article 38 a redéfini la compétence matérielle des tribunaux administratifs de première instance et des sections spécialisées en matière administrative. Il leur attribue notamment les recours en annulation pour excès de pouvoir, les litiges relatifs aux contrats administratifs, les actions en réparation des dommages résultant des actes et activités des personnes morales de droit public, les litiges concernant les fonctionnaires, les élections, le recouvrement des créances publiques, l'expropriation et l'occupation temporaire, l'examen de la légalité des décisions administratives, les voies de fait, ainsi que les autres litiges que la loi leur attribue. Ce regroupement traduit une volonté manifeste de faire de la nouvelle loi une référence procédurale plus complète, alors qu'une part importante de ces compétences était auparavant répartie entre la loi n° 41.90 et divers textes spéciaux⁴⁹⁴¹

La valeur ajoutée de ce choix ne réside pas dans le simple transfert de dispositions d'un texte vers un autre, mais dans l'unification du langage procédural et la simplification de l'identification des règles de référence. Cette unification législative ne doit toutefois pas conduire à effacer la spécificité procédurale de la justice administrative. Le contentieux administratif demeure, par sa nature, distinct du procès civil, en raison de l'inégalité structurelle entre l'individu et l'administration, cette dernière disposant de moyens juridiques, matériels et documentaires auxquels le justiciable n'a pas toujours accès. Le succès de l'idée d'« unité du droit procédural assortie d'une spécialisation juridictionnelle » dépendra donc de la capacité de la pratique judiciaire à interpréter les règles générales dans un sens qui préserve les exigences particulières de protection propres au contentieux administratif.

Cette transformation apparaît plus nettement encore dans les règles de compétence territoriale. L'article 10 de la loi n° 41.90 renvoyait, en principe, aux règles de compétence territoriale prévues par le Code de procédure civile, faisant du domicile du défendeur la règle générale, tout en reconnaissant au recours en annulation une particularité permettant de saisir soit le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouvait le domicile du requérant, soit celui dans le ressort duquel la décision avait été prise. L'article 71 de la loi n° 58.25 adopte, en matière administrative, une règle davantage centrée sur le justiciable : en principe, la compétence revient désormais au tribunal du domicile du demandeur ou du requérant, sous réserve d'exceptions particulières, notamment en matière fiscale et de contrats administratifs⁴⁹⁴²

Cette évolution constitue un acquis important du point de vue de la justice territoriale, puisqu'elle transfère, au moins partiellement, la charge du déplacement du citoyen vers l'administration et s'inscrit dans une logique de rapprochement de

4941 Articles 38 à 42 de la loi n° 58.25 relative à la procédure civile.

4942 Comparer l'article 10 de la loi n° 41.90, qui renvoyait aux règles de compétence territoriale du Code de procédure civile tout en prévoyant une exception particulière en matière de recours en annulation, avec l'article 71 de la loi n° 58.25.

la justice du justiciable. Elle peut néanmoins entraîner une dispersion des litiges concernant une même administration entre plusieurs ressorts judiciaires, ce qui risque d'accroître les divergences de jurisprudence et d'alourdir le travail des services juridiques des administrations centrales. L'élargissement du critère du domicile du demandeur devrait donc s'accompagner du renforcement de la représentation juridique déconcentrée des administrations, du développement du contentieux à distance et de la constitution d'une base nationale de jurisprudence administrative permettant de réduire les disparités entre les solutions juridictionnelles.

En matière de recours en annulation, la nouvelle loi maintient, à l'article 47, le délai de soixante jours comme délai de principe. Elle précise toutefois davantage son point de départ, en le rattachant à la publication de la décision, à sa notification ou à la connaissance certaine de la décision et de ses motifs. Elle réorganise également les effets du recours administratif préalable : le silence de l'administration pendant trente jours vaut, en principe, rejet, contre soixante jours sous le régime antérieur ; en outre, le délai de recours juridictionnel après notification d'une décision expresse de rejet est ramené de soixante à trente jours⁴⁹⁴³

Cette comparaison met en évidence une orientation législative vers l'accélération du temps administratif et judiciaire. Il n'est plus acceptable que le justiciable demeure deux mois dans l'attente de la position de l'administration sur sa réclamation avant de pouvoir saisir le juge. En revanche, la réduction à trente jours du délai de recours après rejet exprès appelle une appréciation plus prudente. La célérité ne doit pas se transformer en restriction injustifiée du droit au recours, notamment pour les personnes qui ne sont pas assistées par un avocat dès la phase administrative ou lorsqu'il s'agit de décisions administratives complexes exigeant la collecte de documents et d'expertises. Il aurait été possible de maintenir l'accélération du délai de réponse de l'administration sans réduire dans la même mesure le délai de saisine du juge.

À rebours de ce relatif durcissement temporel, la nouvelle loi adopte une approche plus protectrice du justiciable s'agissant de la problématique du « recours parallèle ». L'article 23 de la loi n° 41.90 prévoyait l'irrecevabilité du recours en annulation lorsque l'intéressé pouvait faire valoir les droits dont il se prévalait par la voie du plein contentieux. Le nouveau texte s'éloigne de cette sanction radicale d'irrecevabilité et privilégie l'orientation du litige vers la voie juridictionnelle appropriée, en permettant au demandeur de rectifier sa requête et d'acquitter, le cas échéant, la taxe judiciaire. Cette évolution constitue l'une des manifestations les plus significatives de la réduction du formalisme : la mission du juge ne devrait pas prendre fin du seul fait d'une erreur du justiciable dans la qualification de la voie de droit, dès lors que les éléments du litige permettent son renvoi vers la juridiction ou la formation compétente.

La loi renforce également la protection provisoire contre les effets de la décision administrative. Alors que l'article 24 de la loi n° 41.90 permettait au tribunal, à titre exceptionnel, d'ordonner le sursis à exécution lorsqu'un recours en annulation avait été introduit et qu'une demande expresse avait été formulée en ce sens, l'article 48 de la loi n° 58.25 impose la présentation d'une demande distincte de sursis à exécution et oblige le tribunal à statuer dans un délai maximal de trente jours à compter de son dépôt. L'article 205 ajoute que l'appel formé contre la décision ordonnant le sursis à exécution d'un acte administratif n'en suspend pas l'exécution et impose à la juridiction d'appel de statuer dans les trente jours suivant la réception du dossier⁴⁹⁴⁴

4943 L'article 23 de la loi n° 41.90 fixait à soixante jours le délai à l'issue duquel le silence de l'administration sur le recours administratif valait rejet ; le délai de recours après rejet exprès était également de soixante jours.

4944 Articles 48 et 205 de la loi n° 58.25.

La fixation d'un délai de décision répond à une exigence fondamentale du contentieux de l'urgence : un sursis à exécution prononcé après que la décision administrative a épuisé ses effets perd toute utilité. La réforme demeure toutefois silencieuse quant aux conditions matérielles précises d'octroi du sursis, se contentant de rappeler le caractère exceptionnel de la mesure et laissant à la jurisprudence le soin de préciser les critères tenant au sérieux des moyens, à l'urgence et à la gravité du préjudice. Il aurait été opportun de consacrer législativement un socle minimal de ces critères, sans porter atteinte au pouvoir d'appréciation du juge, afin d'améliorer la prévisibilité des décisions et l'unité des orientations jurisprudentielles.

L'accès au juge se complète par l'assistance judiciaire. Sous l'empire de la loi n° 41.90, son article 3 se bornait à habiliter le président du tribunal administratif à accorder l'assistance judiciaire selon la procédure en vigueur. L'article 43 de la loi n° 58.25 maintient cette compétence tout en y ajoutant des garanties procédurales plus précises : il autorise l'appel de la décision de rejet dans les quinze jours de sa notification, impose au greffe de transmettre la requête et les pièces dans un délai de huit jours et fixe à la juridiction d'appel un délai de quinze jours pour statuer sur la demande.

Cette évolution traduit une prise de conscience de l'importance du facteur temporel en matière d'assistance judiciaire : un retard dans le traitement de la demande peut, en pratique, priver le justiciable de son droit d'agir ou d'exercer un recours. La réforme demeure néanmoins partielle, puisqu'elle ne refond pas le régime substantiel de l'assistance judiciaire, dont les racines législatives remontent encore au décret royal n° 65-514 de 1966, malgré les modifications ultérieures. Il est difficilement concevable qu'une transformation numérique et procédurale aussi profonde soit menée en 2026 alors que les conditions essentielles du régime de l'assistance judiciaire restent fondées sur un texte datant des années 1960.

Il importe également de distinguer l'assistance judiciaire de l'exonération des frais de justice. L'article 46 exonère expressément de la taxe judiciaire le recours en annulation pour excès de pouvoir et la demande de sursis à exécution d'une décision administrative, ainsi que certaines demandes liées au contrôle administratif des actes des collectivités territoriales. Si la loi n° 41.90 consacrait déjà l'exonération du recours en annulation, la mention expresse de la demande de sursis à exécution clarifie utilement l'étendue de cette exonération.

En définitive, la loi n° 58.25 suit, en matière d'accès à la justice administrative, deux orientations parallèles : la première vise à rapprocher le juge du justiciable, à atténuer le formalisme et à accélérer la protection ; la seconde resserre certains délais et réorganise les modalités d'introduction de l'instance. La valeur réelle de ces dispositions dépendra donc d'une mise en œuvre privilégiant le droit d'accès à la justice par rapport à une interprétation excessivement formaliste, sans sacrifier pour autant la sécurité juridique et la stabilité des situations juridiques.

II. LA MODERNISATION DE LA GESTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF : ENTRE ENCADREMENT DE LA NOTIFICATION ET TRANSITION NUMÉRIQUE

La notification constitue l'un des éléments de l'instance qui influent le plus directement sur la régularité du procès, puisqu'elle conditionne la connaissance des actes de procédure, le déclenchement des délais et l'exercice des droits de la défense. Ce domaine a été l'une des principales sources de difficultés pratiques sous le régime antérieur, qu'il s'agisse de l'impossibilité de localiser le destinataire, de l'incertitude quant à la qualité de la personne ayant reçu le pli, de la pluralité des intervenants chargés de la notification ou des contestations ultérieures relatives à la validité de l'acte.

La loi n° 58.25 a profondément remanié une partie de cette procédure. L'article 83 fait de l'huissier de justice le mode de principe de la notification, tout en maintenant, selon les cas, la possibilité de recourir au greffe, à la voie administrative ou au courrier recommandé. L'article 84 prévoit, quant à lui, des règles plus précises pour la notification des personnes morales,

notamment les administrations de l'État, les établissements publics et les autres personnes morales de droit public. La remise peut être effectuée au représentant légal, à la personne qui le remplace, au siège ou au bureau d'ordre lorsqu'il existe. Les collectivités territoriales et leurs groupements font par ailleurs l'objet de règles particulières, notamment quant à l'accomplissement des notifications ou des actes d'exécution à leur siège et pendant les heures de travail administratif, sous réserve du visa des autorités légalement désignées ou du bureau d'ordre, selon le cas⁴⁹⁴⁵

Cette évolution répond à une nécessité pratique réelle. Les litiges mettant en cause l'administration donnaient fréquemment lieu, sous l'ancien régime, à des moyens relatifs à la qualité du fonctionnaire ayant reçu le pli ou à l'autorité à laquelle l'acte avait été adressé. La reconnaissance du bureau d'ordre comme l'un des points de réception de la notification est cohérente avec l'organisation administrative moderne, puisque ce service est précisément destiné à recevoir les correspondances et à enregistrer leur date d'arrivée.

Un excès de formalisme pourrait toutefois produire l'effet inverse. Si la validité de la notification devait être subordonnée au visa personnel d'un responsable déterminé alors même qu'un bureau d'ordre fonctionne normalement, l'administration pourrait tirer parti d'un dysfonctionnement interne pour retarder une procédure judiciaire dont le justiciable n'est nullement responsable. Le texte devrait donc être interprété de manière à faire de l'arrivée de l'acte au siège officiel et au bureau d'ordre habilité une présomption forte de réception, tout en empêchant l'administration d'opposer aux tiers les déficiences de sa propre organisation interne.

Ce débat prend une importance particulière lorsqu'on rappelle le contrôle de constitutionnalité auquel a été soumise une version antérieure du Code de procédure civile. Par sa décision n° 25/255 du 4 août 2025, la Cour constitutionnelle a déclaré inconstitutionnelle une partie de l'article 84 qui permettait de considérer une notification comme régulière sur la seule déclaration d'une personne quant à sa qualité ou sur une appréciation apparente de l'âge de certains destinataires. La Cour a estimé que les droits de la défense et la sécurité juridique exigent des règles claires, qui ne reposent ni sur le doute ni sur la conjecture⁴⁹⁴⁶

La portée de ce considérant dépasse la seule disposition censurée. Il consacre un principe général susceptible de guider l'interprétation de l'ensemble des règles de notification : lorsque la notification produit un effet sur un délai de recours ou sur une situation juridique fondamentale, la preuve doit reposer sur une certitude vérifiable et non sur des présomptions fragiles.

Parallèlement à la réforme de la notification traditionnelle, la loi engage une transition plus nette vers la justice numérique. Les articles 623 et suivants organisent l'usage du système d'information et de la plateforme électronique, créent des comptes professionnels au profit de plusieurs professions judiciaires et juridiques et imposent aux administrations de l'État, aux établissements publics, aux collectivités territoriales, à leurs groupements et organismes ainsi qu'aux autres personnes morales de droit public de communiquer, via la plateforme électronique, leurs adresses électroniques et numéros de téléphone aux fins des procédures judiciaires. En ce sens, l'article 626 constitue une transformation qualitative : l'administration est désormais tenue de s'intégrer au dispositif de notification numérique, au lieu que cette intégration dépende de son choix⁴⁹⁴⁷

4945 Articles 83 à 86 de la loi n° 58.25.

4946 Cour constitutionnelle, décision n° 25/255, dossier n° 25/303, rendue le 4 août 2025 au sujet de la loi relative à la procédure civile, notamment les considérants relatifs à l'article 84, à la sécurité juridique et aux droits de la défense.

4947 Articles 623 à 639 de la loi n° 58.25.

Cette orientation est susceptible de réduire considérablement les délais autrefois consacrés à la préparation du pli, à son expédition, au déplacement vers le siège administratif et au retour du certificat de remise. Elle permet également de tracer avec précision la date et l'heure de l'envoi et de la réception, ce qui est particulièrement important dans un contentieux administratif où une grande partie des effets juridiques est liée à des délais courts.

La loi autorise en outre le dépôt électronique des requêtes, demandes et recours ainsi que le paiement électronique des frais, avec délivrance d'un récépissé mentionnant la date et l'heure de l'opération. Elle confère également une force probante à plusieurs actes de dépôt, de notification et d'exécution accomplis totalement ou partiellement par l'intermédiaire de la plateforme. Elle prend enfin en considération le risque de panne technique en prévoyant que, lorsque le dernier jour d'un délai coïncide avec une impossibilité technique d'accès à la plateforme, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour où le service fonctionne de nouveau normalement.

Ce choix numérique ne saurait être dissocié du principe d'indépendance du pouvoir judiciaire. Dans sa décision n° 25/255, la Cour constitutionnelle a censuré la formulation qui confiait à l'autorité gouvernementale chargée de la justice, en coordination avec le pouvoir judiciaire, la gestion du système d'information et la conservation de sa base de données. Elle a estimé que cette organisation portait atteinte au principe de séparation des pouvoirs et à l'indépendance de la justice, en affirmant que la gestion d'un système directement lié à l'activité juridictionnelle doit relever du pouvoir judiciaire, sans exclure pour autant une coopération avec l'autorité gouvernementale dans les limites constitutionnelles⁴⁹⁴⁸

Ce considérant pose un principe essentiel en matière de justice numérique : la numérisation de la justice ne saurait créer une dépendance numérique de l'activité juridictionnelle à l'égard du pouvoir exécutif. Celui qui détient l'infrastructure informatique, contrôle les bases de données, les droits d'accès et les journaux d'opérations dispose, en pratique, d'une part du pouvoir de gestion de l'instance. La numérisation ne peut donc être réduite à une simple question technique.

Malgré les bénéfices attendus, la transformation numérique reste entourée de défis qui ne doivent pas être sous-estimés. Le premier concerne la détermination du moment juridique de la réception électronique : s'agit-il du moment de l'envoi de la notification, de son arrivée sur le compte, de son ouverture, ou de l'expiration d'un délai déterminé sans consultation ? Le deuxième tient à la fiabilité de l'identité numérique de l'utilisateur ; le troisième à la sécurité des données judiciaires, en particulier lorsque le litige concerne des dossiers administratifs sensibles sur les plans financier ou professionnel ; le quatrième à la nécessité de ne pas exclure les justiciables qui ne disposent pas des mêmes moyens ou compétences numériques.

L'obligation faite aux personnes morales de droit public de disposer d'adresses électroniques officielles présente, à cet égard, un avantage certain : l'administration n'est pas une personne physique susceptible d'invoquer l'illectronisme ou l'absence d'usage régulier de la messagerie électronique. Cet avantage suppose toutefois la création d'un répertoire national actualisé des adresses judiciaires officielles de l'ensemble des personnes publiques, tout changement devant être effectué au moyen d'une procédure électronique traçable, avec des conséquences juridiques claires en cas de défaut de mise à jour.

4948- Cour constitutionnelle, décision n° 25/255, précitée, à propos des articles 624 et 628, la Cour ayant considéré que la gestion du système d'information judiciaire et la conservation de sa base de données relèvent du champ de l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Il demeure également nécessaire que l'autorité chargée de la plateforme publie automatiquement des attestations certifiées relatives aux périodes d'interruption du service, afin que la preuve d'une défaillance technique ne devienne pas une nouvelle source de contentieux mise à la charge du justiciable.

En définitive, la transformation numérique instaurée par la loi n° 58.25 offre une possibilité réelle d'améliorer l'efficacité de la justice administrative. Elle ne produira toutefois pleinement ses effets par la seule existence d'une plateforme. La valeur juridique de la numérisation dépend d'un ensemble de facteurs interdépendants : la clarté des règles de réception, l'indépendance de la gestion du système d'information, la protection des données et l'existence d'une solution procédurale de substitution efficace lorsque la voie électronique est indisponible.

AXE II - L'EFFECTIVITÉ DE LA PROTECTION JURIDICTIONNELLE ADMINISTRATIVE ENTRE RÉORGANISATION DE L'EXÉCUTION ET LIMITES DES TEXTES SPÉCIAUX

La valeur concrète de la protection juridictionnelle administrative se mesure à la capacité de la décision rendue au profit du justiciable à passer d'une simple reconnaissance juridique du droit à un effet réel et tangible. L'exécution constitue ainsi le prolongement naturel de la fonction juridictionnelle et un indicateur essentiel de son efficacité. Dans cette perspective, la loi n° 58.25 a réorganisé plusieurs règles relatives à l'exécution, en renforçant le contrôle judiciaire de ses opérations et en attribuant des fonctions plus clairement définies au juge de l'exécution. Ces innovations demeurent cependant imbriquées dans des dispositions spéciales qui encadrent l'exécution des décisions contre les personnes morales de droit public, notamment lorsqu'il est question de deniers publics et de continuité du service public. La question centrale est donc de savoir si le nouveau texte est en mesure de concilier l'effectivité de la décision juridictionnelle avec le respect des particularités juridiques et financières de l'administration, afin que la protection juridictionnelle ne demeure pas théorique ou d'un effet limité.

I. LE JUGE DE L'EXÉCUTION ET LA RECONFIGURATION DE LA PHASE EXÉCUTOIRE

Si le droit d'accès au juge marque le commencement de la protection juridictionnelle, l'exécution en constitue le moment décisif : une décision qui ne produit pas d'effet concret ne remplit pas la fonction de la justice, quelle que soit la qualité de sa motivation. Historiquement, l'exécution des décisions administratives a figuré parmi les questions les plus sensibles du droit administratif, en raison de l'articulation délicate entre l'autorité attachée au jugement, la continuité du service public et la protection des deniers publics⁴⁹⁴⁹

Le régime antérieur se caractérisait par la dispersion des règles d'exécution entre le Code de procédure civile, la jurisprudence et des textes spéciaux. Malgré les solutions élaborées par la justice administrative marocaine, notamment l'admission de l'astreinte et de certaines formes de saisie avant les interventions de la législation financière, l'absence d'un cadre institutionnel unifié de supervision de l'exécution demeurerait l'une des principales faiblesses du système⁴⁹⁵⁰

La loi n° 58.25 remédie partiellement à cette lacune en organisant de manière plus structurée l'institution du juge de l'exécution. Celui-ci se voit reconnaître le pouvoir de rendre les ordonnances relatives à l'exécution, d'en superviser et d'en

4949 Mohamed Qasri, « Mécanismes d'exécution des décisions juridictionnelles administratives à l'encontre des personnes morales de droit public », Qadâ' Mahkamat al-Naqd [Jurisprudence de la Cour de cassation], n° 86, section Études, p. 17.

4950 Abdelhadi Al-Khayati, « Responsabilité de l'État face aux restrictions et difficultés d'exécution des décisions de la justice administrative et limites de la jurisprudence pour les surmonter », Majallat al-Qanun wa al-Mujtama' [Revue Droit et Société], Institut des études sociales et médiatiques, n° 6, août 2022, p. 24.

contrôler le déroulement, ainsi que la possibilité d'être saisi lorsque l'agent chargé de l'exécution s'abstient d'accomplir un acte déterminé. La loi fixe également les règles de sa compétence, tout en maintenant l'accomplissement matériel des actes d'exécution entre les mains du greffe ou des huissiers de justice, selon les cas.

La loi encadre plus précisément le début de la procédure d'exécution. L'article 485 impose au juge de l'exécution, après vérification de sa compétence et du caractère exécutoire du titre, d'ordonner immédiatement la notification d'une copie de celui-ci ainsi que la mise en demeure du débiteur d'exécuter volontairement. L'article 486 impose à l'agent chargé de l'exécution de notifier au débiteur la demande d'exécution et le titre exécutoire dans les dix jours suivant le dépôt de la demande⁴⁹⁵¹

Cette organisation marque le passage d'une conception de l'exécution comme simple prolongement administratif de l'activité du greffe à une conception placée sous la supervision d'un juge chargé de veiller à son effectivité. La valeur ajoutée de cette institution réside notamment dans l'unification de la décision judiciaire relative aux incidents d'exécution, la réduction du risque d'instructions contradictoires et la possibilité offerte à la partie lésée de s'adresser à une autorité juridictionnelle clairement identifiée en cas de blocage de l'exécution.

La loi renforce également la possibilité de recourir à l'astreinte. Lorsqu'un débiteur refuse d'exécuter une obligation de faire ou méconnaît une obligation de ne pas faire, l'affaire peut être portée devant le juge de l'exécution, qui peut prononcer une astreinte si celle-ci n'a pas déjà été ordonnée, sans préjudice de la possibilité de demander réparation, le cas échéant⁴⁹⁵²

L'application de cette disposition en matière administrative soulève néanmoins une difficulté particulière. Le texte est formulé en termes généraux, alors que le débiteur peut être une administration, un établissement public ou une collectivité territoriale, ce qui pose la question de l'articulation entre les règles générales de l'exécution et les restrictions propres aux personnes morales de droit public. Il serait donc excessif de considérer que l'article 470 suffit, à lui seul, à régler l'ensemble des controverses antérieures relatives à l'astreinte prononcée à l'encontre de l'administration ou d'un responsable administratif. La jurisprudence conservera un rôle déterminant dans la délimitation de son champ d'application, compte tenu des textes spéciaux et du principe de personnalité de la responsabilité.

L'une des limites de la réforme tient au fait que le législateur institue un « juge de l'exécution » de portée générale sans consacrer, au sein des nouvelles dispositions, un régime complet propre à l'exécution des décisions administratives tenant compte de la nature du débiteur public. L'exécution d'une décision ordonnant la réintégration d'un fonctionnaire diffère radicalement de celle d'une condamnation pécuniaire à réparation ; elle diffère également de l'exécution d'un jugement annulant un acte réglementaire ou mettant fin à une voie de fait. Le texte aurait pu consacrer une section autonome à l'exécution des décisions rendues par la justice administrative, en déterminant les pouvoirs du juge selon la nature de l'obligation en cause.

À cet égard, l'expérience française peut utilement être mobilisée, sans être transposée mécaniquement. Le Code de justice administrative français confère au juge, en vertu de l'article L. 911-1, le pouvoir d'enjoindre à l'administration de prendre une mesure d'exécution déterminée lorsque le jugement l'implique nécessairement, en lui permettant de fixer un délai d'exécution ; il autorise même le juge à prononcer cette injonction d'office. L'article L. 911-3 lui permet également d'assortir cette injonction d'une astreinte dont la juridiction fixe la date de prise d'effet.

4951 Articles 474 à 486 de la loi n° 58.25.

4952 Article 470 de la loi n° 58.25.

L'intérêt de ce modèle réside dans le fait que la question de l'exécution est prise en charge dès le stade du prononcé du jugement. Au lieu d'attendre que l'administration refuse de s'exécuter, puis d'ouvrir un nouveau contentieux pour déterminer les conséquences de la décision, le juge peut préciser dans le dispositif la mesure qui doit être prise, le délai dans lequel elle doit l'être et, le cas échéant, la sanction attachée à l'inexécution.

Cela ne signifie ni que le système français soit exempt de difficultés, ni que ses particularités financières et institutionnelles puissent être transposées littéralement au Maroc. La comparaison fonctionnelle montre toutefois que l'efficacité de l'exécution s'accroît à mesure que le pouvoir du juge de déterminer clairement et directement les effets de sa décision est renforcé.

Le modèle marocain pourrait ainsi être amélioré par l'introduction d'une disposition expresse permettant au juge administratif, lorsque son jugement implique nécessairement l'adoption d'une mesure déterminée par l'administration, de l'ordonner dans le dispositif de la décision, d'en fixer un délai raisonnable et, le cas échéant, de l'assortir d'une astreinte proportionnée. Une telle solution réduirait le nombre de contentieux d'exécution et permettrait à l'administration de connaître, dès le prononcé du jugement, l'obligation positive précise qui lui incombe.

II. L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS À L'ENCONTRE DES PERSONNES MORALES DE DROIT PUBLIC ET LES ENJEUX DE L'EFFECTIVITÉ JUDICIAIRE

La question de l'exécution pécuniaire des décisions administratives met clairement en évidence les limites de la capacité du Code de procédure civile, quelle que soit la qualité de ses règles générales, à assurer une protection juridictionnelle effective lorsque des textes spéciaux maintiennent d'importantes restrictions à l'exécution contre les personnes morales de droit public.

La Constitution marocaine dispose, à son article 126, que les jugements définitifs s'imposent à tous et oblige les autorités publiques à apporter l'assistance nécessaire au cours du procès lorsqu'elles en sont requises. Il ressort de cette disposition que l'exécution d'une décision de justice n'est ni une faveur accordée par l'administration ni une simple obligation morale : elle constitue un devoir constitutionnel directement lié à la place du pouvoir judiciaire dans l'ordre institutionnel.

La protection des deniers publics et la continuité des services publics ont toutefois conduit, depuis plusieurs années, à l'instauration de règles particulières applicables à l'exécution des condamnations pécuniaires prononcées à l'encontre de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements. La loi de finances pour 2020 est intervenue, par son article 9, pour organiser le paiement tout en limitant le recours à la saisie des biens de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements.

La loi de finances pour 2026 n'a pas cherché à réduire ces délais. Elle a, au contraire, modifié l'article 9 par l'article 8 bis de la loi n° 50.25, portant, dans les hypothèses couvertes par le texte, la durée maximale de programmation du paiement de quatre à six ans. Elle a également accordé deux années supplémentaires aux décisions définitives exécutoires rendues avant le 1er janvier 2026 dont l'exécution n'avait pas pu être achevée dans un délai de quatre ans, tout en réaffirmant l'insaisissabilité des biens et avoirs de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements⁴⁹⁵³

4953 Dahir n° 1.25.67 du 19 jourmada II 1447 (10 décembre 2025) portant promulgation de la loi de finances n° 50.25 pour l'année budgétaire 2026, Bulletin officiel n° 7465 bis du 25 jourmada II 1447 (16 décembre 2025), article 8 bis, p. 9687.

Cette situation révèle un paradoxe législatif significatif. Alors que la loi n° 58.25 vise à réduire le temps judiciaire, à encadrer les délais de notification, à instituer le juge de l'exécution et à numériser les procédures, la législation financière autorise, quant à elle, que l'exécution de certaines décisions pécuniaires définitives s'étende sur plusieurs années. Le justiciable peut ainsi gagner quelques jours ou quelques semaines au stade de la notification ou du jugement, puis perdre plusieurs années au stade de la réalisation effective du droit qui lui a été reconnu.

Il serait cependant excessif de nier les justifications invoquées à l'appui de la protection des deniers publics contre la saisie, notamment la nécessité de garantir la continuité des services publics et d'éviter la désorganisation de budgets affectés à des prestations essentielles. Ces justifications ne sauraient toutefois conduire, juridiquement, à faire supporter au seul bénéficiaire d'un jugement définitif les conséquences d'une insuffisance de programmation budgétaire imputable à l'administration.

Il convient donc de distinguer la prévention des saisies désordonnées portant sur des fonds affectés au service public de l'affaiblissement de la force exécutoire de la décision juridictionnelle. Le législateur peut protéger les deniers publics tout en mettant en place des mécanismes alternatifs et efficaces de paiement. Le débat ne devrait donc pas être enfermé dans une opposition binaire entre, d'une part, la saisie sans restriction et, d'autre part, l'octroi de plusieurs années à l'administration pour exécuter. Des solutions intermédiaires, davantage conformes à la Constitution, peuvent être envisagées.

L'expérience française fournit certains exemples de telles alternatives. Outre le pouvoir d'injonction du juge administratif et la possibilité de prononcer une astreinte, la loi française n° 80-539 du 16 juillet 1980 a organisé des mécanismes spécifiques d'exécution des condamnations pécuniaires prononcées contre les personnes morales de droit public, notamment des règles permettant d'ordonner le versement des sommes allouées dans des délais légaux, plutôt que de soumettre les deniers publics aux mêmes règles ordinaires d'exécution forcée⁴⁹⁵⁴

La philosophie de cette solution pourrait inspirer le droit marocain par la mise en place d'un système de paiement pécuniaire automatique et organisé, dépassant l'opposition traditionnelle entre saisie et interdiction de saisie. Il pourrait ainsi être opportun de prévoir des crédits budgétaires annuels obligatoirement affectés à l'exécution des décisions de justice ou de créer un fonds central chargé du règlement des condamnations définitives prononcées à l'encontre des personnes morales de droit public, avec régularisation comptable ultérieure auprès de l'entité débitrice. Des intérêts légaux pourraient également être attachés aux retards injustifiés afin d'inciter l'administration à programmer rapidement le paiement sans porter atteinte au principe de protection des deniers publics⁴⁹⁵⁵

L'allongement du délai jusqu'à six ans soulève, d'un point de vue critique, la question de la proportionnalité. Le législateur peut certes organiser les modalités d'exécution des condamnations pécuniaires et tenir compte des équilibres budgétaires, mais ce pouvoir doit s'exercer dans des limites qui ne vident pas de sa substance le droit consacré par le juge. Plus la durée s'allonge, plus l'écart se creuse entre le moment où le droit est judiciairement reconnu et celui où son bénéficiaire peut effectivement en jouir ; cet écart peut produire des conséquences financières et sociales considérables pour la personne ou l'entreprise au profit de laquelle la condamnation a été prononcée.

4954 Loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ; Code de justice administrative.

4955 Abdelhadi Al-Khayati, précité, p. 33 et s. ; Mohamed Qasri, précité, pp. 17-23.

Le régime actuel ne distingue pas suffisamment, par ailleurs, l'administration qui fait face à une véritable insuffisance de crédits de celle qui tarde à agir ou n'inscrit pas la dette au budget avec la diligence requise. Il demeure également difficile, pour le bénéficiaire de la décision, de vérifier la réalité des crédits disponibles, l'ordre de priorité entre les condamnations et le respect de l'ordre chronologique des paiements. D'où la nécessité de soumettre ce processus à un degré plus élevé de transparence juridictionnelle et comptable.

Dans cette perspective, les personnes publiques pourraient être tenues de publier un rapport annuel indiquant le nombre de décisions définitives prononcées à leur encontre, les montants en cause, le taux d'exécution, la durée moyenne de l'exécution et les motifs des retards. Le juge de l'exécution devrait également pouvoir accéder directement aux informations relatives aux crédits affectés et à la programmation financière de la décision dont l'exécution est poursuivie.

L'effectivité suppose enfin de distinguer les condamnations pécuniaires des décisions non pécuniaires. Si l'interdiction de saisie peut se justifier par la protection des deniers publics, le refus d'exécuter une décision ordonnant la réintégration d'un fonctionnaire, la régularisation d'une situation administrative, la cessation d'une voie de fait ou l'adoption d'un acte déterminé ne repose pas sur les mêmes considérations financières. Dans ces situations, le juge devrait disposer de pouvoirs plus étendus, notamment celui de fixer un délai d'exécution et de prononcer une astreinte en cas d'abstention illégale.

L'analyse conduit ainsi à une conclusion essentielle : la loi n° 58.25 améliore l'architecture de l'exécution, mais elle ne résout pas encore de manière complète la question du respect des décisions judiciaires par l'administration. La distinction est fondamentale. L'institution du juge de l'exécution, l'organisation de la mise en demeure et la numérisation sont de nature à améliorer les procédures d'exécution ; garantir l'obéissance des personnes morales de droit public aux décisions de justice exige, en revanche, une politique législative spécifique combinant contrainte juridictionnelle, programmation budgétaire, responsabilité et transparence.

CONCLUSION

La loi n° 58.25 a profondément transformé l'environnement procédural dans lequel fonctionne la justice administrative marocaine. Il ne s'agit plus de simples modifications ponctuelles des règles du contentieux, mais d'une réorganisation d'une part essentielle de l'architecture procédurale, à travers l'intégration de dispositions auparavant réparties entre le Code de procédure civile et les lois organisant les juridictions administratives, ainsi que le renforcement de la spécialisation dans un cadre procédural davantage unifié.

L'étude a mis en évidence plusieurs points forts de la réforme. Celle-ci a renforcé la logique de proximité du juge à travers les règles de compétence territoriale, atténué certains formalismes dans le passage du recours en annulation au plein contentieux, encadré les délais de décision sur les demandes de sursis à exécution, renforcé les garanties liées à l'assistance judiciaire, réorganisé la notification à l'égard des personnes morales de droit public, placé la numérisation au cœur des procédures judiciaires et institué le juge de l'exécution comme l'un des principaux piliers de la nouvelle phase procédurale. La comparaison avec le régime antérieur montre également que la philosophie du nouveau texte passe, à plusieurs égards, d'une simple organisation de l'acte procédural à une véritable tentative de maîtrise du temps judiciaire. La recherche de célérité n'est toutefois pas équilibrée dans toutes les hypothèses : la réduction de certains délais de recours après une réclamation administrative peut peser lourdement sur le justiciable, tandis que la fixation d'un délai pour statuer sur le sursis à exécution ne s'est pas accompagnée d'une codification des critères matériels devant guider le juge.

L'analyse révèle aussi que la numérisation constitue une réelle opportunité de réformer l'un des segments les plus lents de la justice administrative, à savoir la notification aux administrations et aux personnes publiques, notamment depuis que celles-ci sont tenues de fournir des adresses électroniques officielles. La réussite de cette évolution reste toutefois conditionnée par l'adoption de règles dépourvues d'ambiguïté sur le moment de la réception électronique, la sécurisation du système d'information, l'existence de solutions alternatives en cas de défaillance technique et la préservation de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans la gestion des données judiciaires, conformément aux exigences rappelées par la Cour constitutionnelle dans sa décision n° 25/255.

L'exécution demeure, quant à elle, l'épreuve la plus difficile de la réforme. La loi confère de nouvelles compétences au juge de l'exécution et réorganise les procédures de manière plus rigoureuse, mais elle se heurte à un régime spécial d'exécution des condamnations pécuniaires contre l'État, les collectivités territoriales et leurs groupements, qui subordonne en partie l'effectivité à la programmation budgétaire et peut, dans certaines situations, prolonger l'exécution jusqu'à six ans.

À notre sens, la solution ne consiste ni à revenir sans condition à la saisie des deniers publics, ni à immuniser l'administration contre les moyens d'exécution effective. Elle suppose la construction d'un régime spécifique conciliant la continuité du service public avec le respect de l'autorité de la chose jugée. À la lumière de ce qui précède, plusieurs propositions législatives et institutionnelles peuvent être formulées :

Premièrement, consacrer dans le Code de procédure civile un chapitre autonome consacré à l'exécution des décisions rendues à l'encontre des personnes morales de droit public, distinguant les obligations pécuniaires des obligations de faire ou de ne pas faire.

Deuxièmement, conférer expressément au juge administratif le pouvoir de prononcer, dans le jugement lui-même, les injonctions d'exécution nécessaires chaque fois que la solution du litige impose à l'administration de prendre une mesure déterminée, en fixant un délai d'exécution et en permettant, le cas échéant, d'assortir l'injonction d'une astreinte proportionnée.

Troisièmement, réévaluer la durée maximale prévue pour l'exécution des condamnations pécuniaires afin de la rendre compatible avec le droit à une protection juridictionnelle effective, tout en instituant des alternatives financières organisées à la saisie, telles qu'un fonds d'exécution des décisions de justice ou une dotation budgétaire annuelle obligatoire.

Quatrièmement, attacher des conséquences financières aux retards administratifs injustifiés dans l'exécution des décisions, notamment sous la forme d'intérêts légaux ou d'une indemnisation du retard, sans faire supporter au bénéficiaire du jugement les conséquences des défaillances de programmation de l'administration.

Cinquièmement, moderniser le cadre juridique de l'assistance judiciaire, en ne se limitant plus aux règles héritées du texte de 1966, et en simplifiant ses conditions, en numérisant ses procédures et en définissant des critères objectifs et transparents d'éligibilité.

Sixièmement, encadrer législativement, de manière souple, les conditions matérielles du sursis à exécution des décisions administratives, en s'inspirant des critères tenant au sérieux des moyens et à la gravité ou à l'irréversibilité du préjudice, sans réduire le pouvoir d'appréciation du juge.

Septièmement, créer un répertoire national électronique, officiel et obligatoire, des adresses judiciaires de l'ensemble des personnes morales de droit public, en reconnaissant à la notification effectuée à l'adresse qui y est inscrite ses effets juridiques dès lors que les garanties de traçabilité sont réunies.

Huitièmement, définir expressément le moment juridique de la réception électronique et distinguer clairement l'envoi, la remise et la consultation, afin de garantir la stabilité du calcul des délais de recours.

Neuvièmement, imposer à l'autorité chargée du système d'information l'émission automatique d'attestations électroniques relatives aux périodes de panne technique, afin que le justiciable n'ait pas à supporter la charge de prouver un fait sur lequel il n'a aucun contrôle.

Dixièmement, mettre en place un dispositif national de suivi de l'exécution des décisions judiciaires prononcées à l'encontre des personnes morales de droit public et publier des indicateurs annuels portant sur le taux d'exécution, les délais et les causes des blocages, afin de faire du respect des décisions de justice un indicateur de gouvernance administrative.

En définitive, la véritable valeur de la loi n° 58.25 ne se mesurera pas au nombre de dispositions nouvelles qu'elle comporte, mais à sa capacité à faire évoluer la justice administrative marocaine d'une justice qui reconnaît le droit vers une justice qui garantit sa jouissance effective. Une procédure n'est pas efficace du seul fait de sa rapidité, pas plus qu'une justice n'est effective du seul fait qu'un jugement a été rendu. L'effectivité n'est atteinte que lorsque l'accès au juge est aisé, la procédure sûre, la protection provisoire rapide et la décision exécutable dans un délai raisonnable.

BIBLIOGRAPHIE

I. Textes législatifs

- ◆ Constitution du Royaume du Maroc de 2011, promulguée par le dahir n° 1.11.91 du 29 juillet 2011, Bulletin officiel n° 5964 bis du 30 juillet 2011.
- ◆ Loi n° 58.25 relative à la procédure civile, promulguée par le dahir n° 1.26.07 du 11 février 2026, Bulletin officiel n° 7485 du 23 février 2026, p. 1220.
- ◆ Loi n° 38.15 relative à l'organisation judiciaire, promulguée par le dahir n° 1.22.38 du 30 juin 2022, Bulletin officiel n° 7108 du 14 juillet 2022, p. 4568.
- ◆ Loi n° 41.90 instituant des tribunaux administratifs, promulguée par le dahir n° 1.91.225 du 10 septembre 1993, Bulletin officiel n° 4227 du 3 novembre 1993, p. 2168.
- ◆ Loi n° 80.03 instituant des cours d'appel administratives, promulguée par le dahir n° 1.06.07 du 14 février 2006, Bulletin officiel n° 5398 du 23 février 2006, p. 490.
- ◆ Loi de finances n° 50.25 pour l'année budgétaire 2026, promulguée par le dahir n° 1.25.67 du 10 décembre 2025, Bulletin officiel n° 7465 bis du 16 décembre 2025, notamment l'article 8 bis, p. 9687.
- ◆ Loi de finances n° 70.19 pour l'année budgétaire 2020, promulguée par le dahir n° 1.19.125 du 13 décembre 2019, Bulletin officiel n° 6838 bis du 14 décembre 2019, notamment l'article 9.
- ◆ Décret royal n° 65-514 du 17 rajab 1386 (1er novembre 1966) portant loi relative à l'assistance judiciaire, Bulletin officiel n° 2820 du 16 novembre 1966, p. 2379, tel que modifié et complété.

II. Jurisprudence

- ◆ Cour constitutionnelle, décision n° 25/255, dossier n° 25/303, rendue le 4 août 2025 au sujet de la loi relative à la procédure civile.

III. Documents et travaux officiels

- ◆ Chambre des conseillers, Commission de la justice, de la législation et des droits de l'Homme, Rapport sur le projet de loi n° 58.25 relatif à la procédure civile, session législative 2025-2026.

IV. Études et articles juridiques

- ◆ Al-Khayati Abdelhadi, « Responsabilité de l'État face aux restrictions et difficultés d'exécution des décisions de la justice administrative et limites de la jurisprudence pour les surmonter », Revue Droit et Société, n° 6, août 2022, Institut des études sociales et médiatiques.
- ◆ Qasri Mohamed, « Mécanismes d'exécution des décisions juridictionnelles administratives à l'encontre des personnes morales de droit public », Jurisprudence de la Cour de cassation, n° 86, section Études.
- ◆ Al-Hayyan Redouane, « La décision fondatrice de la Cour constitutionnelle relative au Code de procédure civile : lecture des nouvelles règles méthodologiques de la justice constitutionnelle marocaine », Revue Al-Minbar Al-Qanuni, vol. 2, n° 28, numéro spécial, publication électronique du 11 janvier 2026.

V. Textes et références comparés

- ◆ Code de justice administrative, République française.
- 2. Loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public, République française.

VI. Sources officielles électroniques

- ◆ Secrétariat général du Gouvernement, portail du Bulletin officiel du Royaume du Maroc.
- ◆ Portail « Adala » du ministère de la Justice.
- ◆ Site officiel de la Cour constitutionnelle du Royaume du Maroc
- ◆ Site officiel de la Chambre des conseillers.

Légifrance - Le service public de la diffusion du droit français.

مجلة القانون والأعمال الدولية

International Journal of Law and Business



جامعة الحسن الأول سطات

UNIVERSITÉ HASSAN 1^{er} - SETTAT

www.Droitentreprise.com



مجلة القانون والأعمال الدولية مجلة علمية محكمة حكومية تصدر عن
جامعة الحسن الأول المغرب - مختبر البحث قانون الأعمال -
كلية العلوم القانونية والسياسية - سطات

ISSN:2509-0291 / impact factor 2.998



نشر أكاديمي محكم



معايير دولية



رؤية عالمية



<https://doi.org/10.63585/VLQV1532>

مجلة القانون والأعمال الدولية

VOLUME 11 | ISSUE 05 | NUMBER 66

الإصدار رقم 66 أكتوبر 2026

بمشاركة باحثين وأساتذة من 16 جنسية



محاور الإصدار رقم 66

القانون الجنائي	قانون الأسرة وعلوم الفقه	قانون المال والأعمال	الرقمنة والذكاء الاصطناعي
القانون الرياضي	الشغل والحماية الاجتماعية	العقار والتعمير	المساطر الإجرائية
القانون الدستوري	القانون الإداري	القانون الدولي	القانون البيئي
الدراسات بالفرنسية	الإدارة الصحية بالإنجليزية	الدراسات بالإنجليزية	العلوم السياسية

الإدارة الأكاديمية و النشر :

الاستاذ محمد افقيير

المدير المسؤول :

الدكتور مصطفى الفوري

إدارة التحرير :

الدكتور رياض فخري



ISSN: 2509-0291

impact factor 2.998



www.droitentreprise.com



mforki22@gmail.com



00212687407665



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

مجلة القانون والأعمال الدولية

Revue internationale du droit des affaires



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1ER



تصدر عن
جامعة الحسن الأول بسطات

مجلة حكومية تابعة لجامعة الحسن الأول بسطات



Mforki22@gmail.com



www.droitentreprise.com



00212687407665

الاعتمادات الدولية والفهرسة



للأرشفة الدولية
وجمالية حقوق المؤلف



مؤسسة
أكبر قاعدة بيانات للمجلات
الدولية المحكمة



دليل دولي للمجلات الأكاديمية
بوفر معلومات موثوقة عن
المجلات والناشرين في
مختلف المجالات



تغطي هذه القاعدة من أكبر
وأوسع قواعد المعلومات
الإلكترونية في المكتبات الأكاديمية



معامل التأثير والاستشهادات
المرجعي العربي
Arab Citation &
Impact Factor



منصة أكاديمية متخصصة في تجميع
وفهرسة المعلومات البحثية
المحتوى العلمي لزيادة اكتشاف
الأبحاث وربطها



معرف رقمي دائم (DOI)
يستخدم لمحاكاة المحتوى
الأكاديمي وتسهيل الوصول إليه



منظمة عامة لوثيق لتوثيق
الأنشطة البحثية والعلمية
للأفراد على مستوى عالمي



بعمل على تسجيل العقود علي
كيانات البحث وربطها بمعرفها، بما
وبقفا ونقشها واناحة
لستخدامها



معتمدة من طرف
HAL SCIENCE
الخزينة البيفية الفرنسية
للأبحاث العلمي العالمج



قاعدة بيانات بحثية عالمية
اكتشاف الإنتاج العلمي وتتبع
الاستشهادات والروابط البحثية



قاعدة بيانات دولية للفهرسة
وتقييم المجلات العلمية وفق
معايير الجودة الأكاديمية



مكتبة رقمية عالمية تتيح الوصول
إلى الكتب والأبحاث والوثائق
بصيغة إلكترونية



منصة لاكتشاف وإدارة
المصادر والمراجع
العلمية



منظمة ISSN لترقيم
المجلات الدولية المحكمة



قاعدة بيانات فهرسة المجلات
العلمية تشمل: الأبحاث والنشر
(ISSN) وتصنيف ذي المجلات
الفهرسية والمقالات



منصة عالمية تعتمد علي الذكاء
الاصطناعي لاكتشاف الأبحاث
وتحليلها وتوفرها الباحثين
حول العالم



منصة تساعد الأبحاث واعتماد مية
التدريس في اكتناش المجلات
المختلفة بمجلات المعامم



قاعدة بيانات العربية لتتبع
الوصول إلى المجلات المجلات
والبحوث الأكاديمية



محرك بحث أكاديمي عالمي
يُدار من جامعة بيلفيلد الألمانية
يعمل على فهرسة الأبحاث العلمية
عالية الجودة من مختلف التخصصات



مؤسسة SCIRP
تصنيف المجلات العلمية الدولي



قاعدة بيانات فهرسة
المجلات الأكاديمية والبحثية
من مختلف التخصصات



من أهم الأنظمة الحديثة للتعريف
بالمواقع العلمية الإلكترونية عبر
منح كل رابط رقماً تعريفياً فريداً



بوابة بحث من الوصول إلى
الأبحاث والبيانات المفتوحة
المتوفرة من مصادر متعددة



ZDB - قاعدة بيانات الدوريات الألمانية
تعد ZDB أكبر قاعدة بيانات للدوريات في ألمانيا،
وتوفر معلومات بيبليوغرافية دقيقة حول المجلات
والناشرين، بما في رقم التعريف (ZDB-ID)،
ISSN، اللغات، والتهنات والمقنوج.



المعهد المغربي للإعلام
العلمي والتقني



مؤسسة
قاعدة بيانات المجلات الدولية

ZDB-ID: 3252561-8 | ISSN: 2509-0291 | CC BY 4.0
Online - Open Access | اللغات: العربية، والإنجليزية



مجلة علمية محكمة
تسهم في نشر الثقافة القانونية والاقتصادية
على المستويين الدولي والوطني

ISSN : 2509-0291
ملف الصحافة : 2017-05



مجلة حكومية
تصدر عن جامعة
الحسن الأول
سطات



تم نشر هذا المؤلف بدعم من

جامعة الحسن الأول بسطات لأجل دعم البحث العلمي

مجلة القانون والأعمال الدولية

الإيداع القانوني	: ISSN: 2509-0291- 2019 PE0018
ملف الصحافة	: 05 / 2017 ص
الطبع	: دار السلام للطباعة والنشر والتوزيع – الرباط شارع الحسن الثاني زنقة طونكان عمارة 23، رقم 2، ديور الجامع الرباط المغرب
المدير المسؤول	: الدكتور مصطفى الفوري
الهاتف	: 00212-6-87-40-65
البريد الإلكتروني	: Mforki22@gmail.com
الموقع الرسمي للمجلة	: www.droitentreprise.com http://doi.org/10.63585/VLQV1532
رابط DOI لهذا الاصدار	

تخلي أسرة تحرير المجلة مسؤوليتها عن أي انتهاك لحقوق الملكية الفكرية

جميع الحقوق محفوظة لمجلة القانون والأعمال الدولية © 2026

مجلة القانون والأعمال الدولية

منصة علمية دولية محكمة في القانون والأعمال



إدارة هيئة التحرير



أ.د. رياض فخري : مدير مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات
أ.د. طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بجامعة الحسن الأول بسطات

المدير المسؤول



أ.م. مصطفى الفوركي : مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات

نائبة المدير المسؤول



أ.د. منى كامل تربيكي : أستاذة القانون الدولي بكليات الإمارات - محكم دولي

الإدارة الأكاديمية والنشر



أ.د. محمد أفقيير : متخصص في القانون المالي و الضريبي جامعة الحسن الأول بسطات

الإدارة التقنية



أ. محمد أمين اسماعيلي : باحث في العلوم القانونية - الإدارة التقنية

روابط مهمة



الموقع الإلكتروني : www.droitentreprise.com



صفحة المجلة : www.facebook.com/droitentreprise



البريد الإلكتروني : MFORKI22@GMAIL.COM



— جودة علمية .. رؤية دولية .. تأثير مستدام —



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1^{ER}

هيئة تحرير المجلة

قانون الأعمال



- أ.د : رياض فخري : مدير مختبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- أ.د : طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : رشيد الطاهر : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عبد الكريم عباد : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : منى مسلومي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عائشة فضيل : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عز الدين بنستي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالدار البيضاء - المغرب
- أ.د : عبد الرحيم شميعة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- أ.د : نادية قايدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : نادية النحلي : أستاذة التعليم العالي بكلية الشريعة بفاس - المغرب
- أ.د : زينب الفاسي الفهري : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : المصطفى بوزمان : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي الرباط - المغرب
- أ.د : كريم أعراب : أستاذ التعليم العالي بمجموعة المعهد العالي للتجارة و ادارة المقاولات الرباط - المغرب
- د : ثاني بن علي ال ثاني : عضو محكمة التحكيم التابعة لغرفة التجارة الدولية بباريس ممثلاً دولة قطر - قطر
- د : عالي طوير : أستاذ التعليم العالي مؤهل بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي - المغرب
- د : سعد بهتي : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة ابن زهر اكادير - المغرب
- د : يونس الأزرق الحسوني : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- د : فاطمة برتاوش : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : دينا إسماعيل أبو زيد : أستاذ مشارك في القانون المدني، قسم القانون الخاص بكلية الحقوق، جامعة الملك عبد العزيز - السعودية
- دة : أمال ناجي : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد الأول بوجدة - المغرب
- دة : ناهض حنان أستاذة باحثة في قانون الأعمال جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب

القانون المدني



- أ.د : محمد بخنيف : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : منير مهدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالرباط - المغرب
- أ.د : زينب تاغيا : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : أمينة أيت حسين : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : سعاد الزروالي : أستاذة القانون المدني بكلية الحقوق جامعة ظفار سلطنة عمان
- أ.د : ياسين المفقود : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و السياسية سطات - المغرب
- أ.د : نادية أيوب : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : محمد الحبيب بداغ : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة القاضي عياض - المغرب
- د : مريم خراج : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد بن عبد الله - المغرب
- د : نهله أحمد فوزي : أستاذ القانون المدني المساعد بكلية إدارة الأعمال قسم القانون جامعة الحدود الشمالية - المملكة العربية السعودية
- د : سيف هادي عبدالله الزويني : أستاذ القانون المدني بكلية الحقوق - جامعة النهرين - العراق
- د : أسماء مصطفى عبد القادر غنيمات : أستاذة بكلية الحقوق جامعة البلقاء التطبيقية - المملكة الاردنية الهاشمية
- د : أحمد سمير الصوفي : أستاذ القانون المدني بكلية العلوم السياسية /جامعة كركوك - العراق
- د : عبدالرازق وهبه سيداحمد : أستاذ القانون المدني المساعد كلية الدراسات الانسانية و الادارية كليات عنبزة - السعودية
- د : رجائي عبد الرحمن عبد القادر عوض : أستاذ قانون المرافعات المساعد جامعة اوروك بغداد - العراق
- د : عمار شاكر محمود فيصل : أستاذ القانون المدني - جامعة تكريت - كلية القانون - العراق
- د : يوسف كبيطي : أستاذ محاضر بكلية العلوم القانونية و السياسية جامعة شعيب الدكالي الجديدة - المغرب





هيئة تحرير المجلة



القانون العقاري و الأسرة



- أ.د : ادريس الفاخوري: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : ادريس بلحساني : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : محمود ميسين: أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر أكادير - المغرب
- د : ياسين الكعيوش: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : محمد بومدين: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : محمد خلوقي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- د : يونس الحكيم : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : حسناء جبران: أستاذة التعليم العالي بجامعة محمد الخامس - الرباط - المغرب

القانون الجنائي



- أ.د : الرشيد سيد حسن محمد: عميد سابق بكلية القانون جامعة الخرطوم , أستاذ مشارك بنفس الجامعة - السودان
- أ.د : علي بن خلفان بن علي الهنائي : أستاذ القانون الجنائي المشارك ورئيس قسم علوم الشرطة بكلية الشرطة بأكاديمية السلطان قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : عبد الرحمن أسامة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : خدوج فلاح : أستاذة التعليم العالي بكلية القانون والعلوم السياسية - بسطات - المغرب
- أ.د : بناصر حاجي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : أحمد العلالي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : حسن الحريية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس- المغرب
- أ.د : شعبان محمود محمد الهواري : أستاذ القانون الجنائي المشارك كلية القانون - جامعة خليج السدرة - ليبيا
- أ.د : نعمان عطا الله الهيّتي : أستاذ القانون بكلية القانون جامعة الشارقة - الامارات العربية المتحدة
- د : ابراهيم الغندور: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : ابراهيم أشويعر: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية مراكش - المغرب
- د : فيصل كرمات : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : عبد الواحد الدافي : أستاذ التعليم العالي بجامعة شعيب الدكالي - المغرب
- د : عبير حمدي محمد حسن : أستاذة القانون الجنائي مساعد - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
- د : عبداتي الزيوكاي : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : أحمد اسامل كامل حسنية : أستاذ قانون الاجراءات الجزائية المساعد بكلية الحقوق جامعة ظفار - سلطنة عمان

قانون الشغل



- أ.د : عبد اللطيف الخالفي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : فاطمة حداد : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسلا - المغرب
- د : أمينة رضوان : رئيسة مجلة الرائدة في العلوم القانوني - المغرب
- د : لطيفة جبران: أستاذة التعليم العالي مؤهلة بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب



هيئة تحرير المجلة



قانون المعاملات الالكترونية



- أ.د : بشرى النبية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : هشام البخفاوي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية جامعة ابن زهر اكادير- المغرب
- أ.د : عبد الوهاب المعمري: أستاذ القانون / مساعد العميد لشؤون الجودة جامعة الاسراء - الاردن
- د : ضياء علي احمد نعمان : أستاذ زائر بكليات الحقوق بالمغرب
- د : محمد بومديان : أستاذ محاضر بجامعة المولى اسماعيل بمكناس - المغرب

القانون الضريبي



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: عميد سابق بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب
- أ.د : أحمد العلالي : عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - المغرب
- أ.د : محمد السيد عطية ببيرس : أستاذ القانون بكلية العلوم والدراسات الانسانية بالدوامي جامعة شفاء الامارات العربية المتحدة
- أ.د : إبراهيم أحطاب : أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر - أكادير - المغرب
- أ.د : محمد محمد عبد اللطيف : أستاذ القانون العام كلية الحقوق جامعة المنصورة مصر

القانون الإداري و الدستوري



- أ.د : ثامر محمد رخيص حسين : رئيس فرع القانون العام بكلية القانون جامعة الكوفة - العراق
- أ.د : عمر عبد الله عمر أمبارك : أستاذ مشارك بجامعة سرت - ليبيا
- أ.د : اكرامي بسيوني عبد الحي خطاب : أستاذ بجامعة شفاء - المملكة العربية السعودية
- أ.د : هالة علي : أستاذ مشارك في القانون الاداري - كلية الحقوق جامعة الاصاله - المملكة العربية السعودية
- أ.د : باسل علي عباس: أستاذ القانون باللغة الانجليزية - جامعة القادسية - العراق
- أ.د : الميلود بوطريكي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بوجدة -المغرب
- د : ميثم منفي كاظم العميدي : أستاذ مساعد - جامعة الكاظم - العراق
- د : يونس مليح : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات الرشيدية - المغرب
- د : ليلى طوير: أستاذة القانون العام بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
- د : ميثم منفي كاظم العميدي أستاذ مساعد في قسم القانون اقسام بابل جامعة الكاظم العراق
- د : ولاء خليل حسين قديمات : أستاذة العلوم السياسية/جامعة الخليل - فلسطين

القانون الدولي و العلوم السياسية



- أ.د : العميد : وسام نعمت ابراهيم السعدي : عميد كلية الحقوق جامعة الموصل - العراق
- أ.د : منى كامل تركي : أستاذ القانون بكليات الحقوق - بالإمارات العربية المتحدة
- أ.د : محمد بوبوش : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات بالناظور - المغرب
- أ.د : عبد الوهاب كريم : أستاذ التعليم العالي جامعة قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : النذير صالح الخليفة عباس : أستاذ القانون الدولي بكليات العيزة الأهلية المملكة العربية السعودية
- أ.د : احمد ناصر حسين العيساوي : تدريسي في جامعة القاسم الخضراء أختصاص قانون دولي - العراق
- د : سعد عبدالله الجعدان : دكتور في القانون الدولي

العلوم الأمنية و الاستراتيجية



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب

الرقمنة و التدبير



- د : ضياء نعمان: أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : حنان الانصاري : أستاذة التدبير بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : مصطفى خياطي : أستاذ محاضر بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب





الهيئة الاكاديمية و النشر



مجلة القانون والأعمال الدولية

- | | |
|--|---|
| <p>د. محمد دحاني : دكتور في القانون العام</p> <p>د. الهام سربوتي : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. سماعيلي مصطفى : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. عبد الله المخلوق : دكتور في القانون العام</p> <p>د. محمد المعروفى : دكتور في العلوم القانونية و السياسية</p> <p>د. عبد اللطيف ازيور : دكتور في القانون العام</p> <p>د. محمد الحليمي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. يونس الصالحي : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. حمزة جابر : باحث بصف الدكتوراه بجامعة ابن زهر أكادير</p> <p>ذ. محمد حفو : باحث في سلك الدكتوراه بكلية الحقوق وجدة</p> <p>ذ. وصال الشرقي : باحثة بصف الدكتوراه بكلية الحقوق السويسي</p> <p>ذ. دينيشي يونس : باحث بصف الدكتوراه بكلية الحقوق بسطات</p> <p>ذ. خديجة جليلي : باحثة بصف الدكتوراه بدار الحديث الحسنية</p> <p>د. عبد الكريم بالهدي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. فاطمة أفقير : محامية بهيئة أكادير</p> <p>ذ. التوزاني محمد : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. عمر الفطواكي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. حللمي سعيدة : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. المهدي البوعزيزي : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. الخضراوي عبد الهادي : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. ايمان مجدوب : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. بسمة خروبي : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. هاجر جيور : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. هاجر ماحي : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. رشيد الدغور : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. صفاء خلوقي : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. عبد الواحد الركيلى : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. مصطفى رمضان عبد القادر
مدرس مساعد بجامعة دهوك التقنية - معهد ناكري -
ممثل المجلة في العراق</p> <p>ذ. عادل عبد الله عزيز
مدرس بجامعة التقنية الشمالية . الكلية التقنية
الادارية الموصل العراق</p> <p>ذ. باسل علي عباس
أستاذ بجامعة القادسية - العراق</p> <p>د. محمد حمدي عبد العليم علا -
كلية الحقوق جامعة طنطا مصر</p> | <p>د. الحسن اليوسي : دكتور في الحقوق إطار بوزارة الاقتصاد و المالية</p> <p>د. هشام بلخنفر : محام بهيئة اكادير - دكتور في الحقوق</p> <p>د. أسماء مقاص : دكتورة في الحقوق - مسؤولة العلاقات العامة بالمجلة -</p> <p>د. حكيمة مؤذن : دكتورة في العلوم القانونية والسياسية</p> <p>د. محمد بلحاج الفحصي : دكتور في الحقوق</p> <p>د. يوسف تملكوتان : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. نبيل لبيب : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. المهدي بوي : دكتور في الحقوق</p> <p>ذ. قمرية قباب : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. خالد هيدان : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. يوسف كييطي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. حيدا عز الدين : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. معاذ الخيار : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. محمد أويالاك : محام بهيئة الرباط</p> <p>ذ. نبيل سدري : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. بيشا حسان : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. مريم زان : دكتورة في القانون العام</p> <p>د. هودي لمخايل : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. معاذ الخيار : دكتور في القانون العام</p> <p>د. فضيل ناصري : دكتور في البلاغة و تحليل الخطاب</p> <p>د. عبد المغيث الحاكمي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. عبد الاله شني : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. فردوس القاسمي : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. يوسف ايت اعمر : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. زكرياء بليلاچ : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية</p> <p>د. محمد الادريسيس حسني : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. عبد العزيز الهلالي : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية</p> <p>د. محمد عبد الجليل الشيخ القاضي : دكتور في الحقوق -
رئيس مركز نواكشوط للدراسات القانونية و الإجتماعية</p> <p>د. محمد يحظيه ولد البكاي : دكتور في الحقوق -
ممثل المجلة في موريتانيا</p> <p>د. الريكاظ لحسن : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. كوثر الرفاعي : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. فاطمة امراج : دكتورة في القانون العام و العلوم السياسية</p> |
|--|---|



28	الابتكار في البحث العلمي المدعوم بالذكاء الاصطناعي الوكيل الاتجاهات والتطبيقات والتحديات الناشئة الدكتورة: خلود محمد النجاوي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
46	الحق في الخصوصية الرقمية وأثر انتهاكه في قيام المسؤولية المدنية والجزائية في التشريع العماني الدكتور: نزار حمدي قشطة رئيس قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان) المحامي: إبراهيم بن خلفان السليمي محام وباحث في القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان)
68	التضليل السيبراني وهندسة الإدراك الرقمي: نحو إعادة بناء الحماية القانونية لنزاهة المعلومات والسيادة الإدراكية في عصر الذكاء الاصطناعي الدكتور: يونس مليح أستاذ محاضر مؤهل بجامعة مولاي إسماعيل - مكناس - كلية العلوم القانونية والسياسية بالرشيدية عضو فريق البحث في الدراسات القانونية والاجتماعية والسياسية
82	الذكاء الاصطناعي وتطبيقاته في المجال الشرطي: دراسة تحليلية في ضوء التجربة الإماراتية والممارسات الدولية الدكتور: خالد عبد الله الزعابي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - أبو ظبي
94	أثر التحول الرقمي على كفاءة اتخاذ القرار الإداري: دراسة تطبيقية على مؤسسة أطباء بلا حدود في قطاع غزة الدكتور: أحمد فرج أحمد أبو جزر أستاذ مساعد في تخصص إدارة الأعمال - جامعة فلسطين - قطاع غزة
111	حماية الأطفال من الاستخدام الرقمي الإشكالي دراسة مقارنة للسياسات التشريعية والتنظيمية والوقائية في الإمارات والمملكة المتحدة وأستراليا الباحث : علي حمود حمدان النعيمي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
130	الذكاء الاصطناعي وإشكالية المحتويات الزائفة الدكتورة: سميرة أصبان دكتورة في القانون العام والعلوم السياسية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
142	حدود حرية النشر عبر منصات التواصل الاجتماعي في مواجهة حق الطفل في الخصوصية: دراسة تحليلية مقارنة في التشريع القطري الباحث: سعود عبد العزيز البوهاشم السيد باحث متخصص في العلوم القانونية
158	الوساطة الإلكترونية في تسوية المنازعات الدكتورة: نبيلة الغشيم دكتوراه في القانون الخاص

167	إمكانات توظيف الذكاء الاصطناعي التوليدي في تصميم استراتيجيات تعلم تكيفية لتعزيز الوعي بالأمن السيبراني - دراسة تحليلية المقدم الدكتورة : بدرية علي الحوسني عضو هيئة تدريس في كلية الشرطة/ دولة الإمارات العربية المتحدة والطالب الباحث : عبدالله محمد عمر القاسمي
188	حماية المعطيات الشخصية بالمغرب في ظل تصاعد التهديدات السيبرانية: مقارنة قانونية تقنية لتحقيق التوازن بين الأمن والخصوصية الباحثة : حسناء الشقوري باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي
204	التحيز الخوارزمي في القرارات الإدارية المبنية على خوارزميات الذكاء الاصطناعي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة: مشاعل عابد الحربي طالبة ماجستير - قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
233	الحماية الجنائية للأنظمة الذكية والمعلوماتية في التشريع القطري: دراسة تحليلية الباحث: تميم ياسر عبد الله محمد البلوشي باحث متخصص في العلوم القانونية
252	الرقمنة والتواصل السياسي: الفرص والتحديات الباحث: رضوان النكادي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس الباحث يوسف الإدريسي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس تحت إشراف الأستاذ الدكتور: محمد فقيهي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس، تخصص القانون الدستوري وعلم السياسة
265	قانون الضمان الاجتماعي في مواجهة التحديات الرقمية والاجتماعية الباحثة فرح الزوجال باحثة بسلك الدكتوراه القانون الخاص - مختبر القانون والمجتمع والرقمنة - جامعة عبد المالك السعدي بطنجة
279	توظيف تقنية البلوك تشين في إجراءات الترخيص التشغيلي للاستثمار الأجنبي بالمملكة العربية السعودية الدكتور : علاء الدين محمد سيد محمد أبو عقيل أستاذ القانون الإداري المشارك - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز
304	رقمنة السجل التجاري في القانون المغربي والمقارن: قراءة في الإطار القانوني ومستجدات الإصلاح الدكتور : عبد الحميد اشتوك دكتور في القانون الخاص - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادير - جامعة ابن زهر -
319	أثر الاقتصاد الرقمي في جذب الاستثمار الأجنبي المباشر: دراسة مقارنة بين فلسطين ومصر (2008-2024) الباحث: هشام عبد الكريم إبراهيم الكحلوت باحث دكتوراه - قسم الاقتصاد - جامعة البطانة

التحول الرقمي في مجال الشركات التجارية الباحث: أيوب بنقاسم طالب باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص جامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - مركز دراسات الدكتوراه في القانون والاقتصاد تحت إشراف الدكتور: علال فالي أستاذ التعليم العالي، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال، جامعة محمد الخامس، الرباط.	334
عيوب الإرادة في العقود الإلكترونية - بين كفاية القواعد التقليدية و متطلبات الثقة الرقمية - الباحثة : فاطمة الزهراء جبارة طالبة باحثة بسلك الدكتوراه	343
• محور قانون المال و الأعمال	
الحماية الجنائية للاستثمار الأجنبي في المملكة العربية السعودية في ضوء رؤية 2030 الأستاذ الدكتور: شاكر بن مقبل العصيمي أستاذ القانون الجنائي المشارك - عميد كلية العدالة الجنائية وعلوم الجريمة جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية - الرياض - المملكة العربية السعودية	365
رهن السندات في القانون الموريتاني دراسة تحليلية مقارنة في ضوء إصلاح الضمانات المنقولة الدكتور: العالم الحسن عالي أستاذ متعاون بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة نواكشوط	375
الآثار القانونية المترتبة على فسخ عقد التأمين الصحي وفقا للقواعد الخاصة بعقود التأمين في التشريع الأردني الدكتور: فيصل موسى الحباري أستاذ مساعد - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن الدكتور: علي محمد الزعبي أستاذ القانون المدني - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن	385
الالتزامات القانونية الناشئة عن العقود التجارية في ظل التحول الرقمي في الأردن (دراسة تطبيقية على عقود البيع الإلكتروني والخدمات الرقمية) الأستاذ الدكتور: عبد الله حميد الغوييري أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر الدكتور: أسعد خليفة سلمان بني حسن أستاذ القانون التجاري المساعد - نقابة المحامين الأردنيين الأستاذ الدكتور: عثمان النور عثمان الحاج أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر	401
دعوى المنافسة غير المشروعة كوسيلة لحماية العلامة التجارية: دراسة مقارنة الدكتور: مولاي أحمد سالم أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط - موريتانيا	419
البيانات الشخصية كعنصر في الأصل التجاري: إشكالية التوفيق بين تسليع الزبائن وحماية المعطيات الشخصية الدكتورة: إيمان التيس أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - جامعة مولاي إسماعيل - مكناس	435

آليات تحديد خصوم المرافعة من طرف جهاز السنديك الدكتور: جمال حميدا دكتور في القانون الخاص	441
مسطرة الإعفاء في قانون المنافسة المغربي والفرنسي الباحثة: غيثة الدريوش طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط تحت إشراف الأستاذة الدكتورة: بشرى النية أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط	451
آليات تحسين مناخ الأعمال بين تنزيل النموذج التنموي الجديد وقانون الإطار للإصلاح الجبائي الباحث: عبد المجيد زيان باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية المحمدية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء	461
خصوصية التنفيذ على أسهم شركات المساهمة المدرجة بالبورصة الباحث: ادوحسين المحفوظ باحث بسلك الدكتوراه - مختبر القانون والمجتمع، تكوين الدكتوراه في العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن زهر أكادير	475
فعالية الضمانات العينية المقيدة في مواجهة مساطر صعوبات المرافعة: دراسة تحليلية في ضوء التشريع المغربي الباحث: عبد العالي الزنافري طالب باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن طفيل القنيطرة	489
الوساطة بين القانون 95.17 و قانون المسطرة المدنية الدكتورة نهال اللواح أستاذة جامعية بكلية الحقوق بطنجة الكاتبة العامة للمركز المغربي للتحكيم ومنازعات الأعمال رئيسة تحرير المجلة المغربية للتحكيم العربي و الدولي	503
مسؤولية الناقل البحري في ضوء الاتفاقيات الدولية والنظام البحري التجاري السعودي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة : منار محمد الغامدي باحثة ماجستير في القانون الخاص، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز تحت إشراف الدكتورة : هادية أحمد بالخير أستاذ مشارك في القانون التجاري، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز	508
حدود سلطة المحكم في التحكيم التجاري الدولي الباحثة : عفاف صبار طالبة في سلك الدكتوراه جامعة القاضي عياض مراكش	544
أثر استراتيجيات ريادة الأعمال على التعليم الجامعي لدى الجامعات الفلسطينية في المحافظات الجنوبية الفلسطينية الباحث : مروان محمد ثابت مشتهى باحث اكاديمي-تخصص إدارة الأعمال	556

• محور قانون الأسرة وعلوم الفقه

577	حماية النسب واستقرار الأسرة من المخاطر الرقمية: دراسة موضوعية ومقاصدية معمقة لاختبارات الأنساب التجارية في ضوء مدونة الأسرة المغربية الدكتورة: سناء المتدين أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية بطنجة
588	منهج الإمام البيضاوي في ضوء القراءات القرآنية: دراسة تحليلية الباحث: بلال جبر خميس عماد محاضر أكاديمي غير متفرغ بالجامعة الإسلامية - قطاع غزة
601	منظومة القيم الصوفية ورهان النموذج التنموي المغربي: مقارنة قانونية مؤسسية الباحث: عبد الإله ذهبي طالب باحث بسلك الدكتوراه جامعة سيدي محمد بن عبد الله - ظهر المهرز - فاس - المغرب
621	فتاوى الإمام ابن باز الفقهية الواردة في كتاب مجموع فتاوى الإمام ابن باز (زكاة الفطر) الباحث: عمرو زهير محمود نوفل باحث في العلوم الشرعية والإسلامية

• محور القانون الجنائي

638	الضمانات الجنائية الإجرائية للدليل الرقمي - دراسة مقارنة الدكتور: إبراهيم عبد الصمد صالح البلوشي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - دولة الإمارات العربية المتحدة
658	المسؤولية الجنائية الدولية عن "التحريض الألي" على الإبادة الجماعية الدكتور: علي ناجي صالح الأعوج الأستاذ المشارك بقسم القانون الدولي العام - كلية الشريعة والقانون - جامعة صنعاء
714	التفتيش الجنائي على ضوء قانون المسطرة الجنائية الجديد 03.23 الدكتورة: سكينه غزاوي دكتورة في القانون الخاص أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات
727	سرقة القوى المحرزة الباحث نور الدين طارق الرجبي باحث بسلك الدكتوراه
742	المصادرة والإجراءات التحفظية في مكافحة غسل الأموال الباحث: الجازي الكبيسي كلية القانون - جامعة لوسيل - دولة قطر
757	دور مبدأ إقليمية القانون الجنائي في تحديد الاختصاص القضائي للجرائم الإلكترونية الباحث: المهدي لهبي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسري - الرباط

764	المحكمة الجنائية الدولية: حدود العدالة الجنائية في ظل التوازنات السياسية الدولية - دراسة تقييمية الباحثة: فلة رياض هاشم أبو الرب شعبة القانون العام والعلوم السياسية - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط
781	مدى ارتباط جريمة الفساد بغسل الأموال دراسة تحليلية على ضوء اتفاقيتي غسل الأموال ومكافحة الفساد الأستاذة الباحثة: روضة محمد علي العبد الله جامعة لوسيل - دولة قطر
795	الحماية الجنائية للبيانات الشخصية في قطر الباحث: صالح فرج صالح مبارك التركي باحث متخصص في العلوم القانونية والجنائية
808	دور النيابة العامة في جرائم الشيك الباحث: هشام حدادي باحث بسلك الدكتوراه في كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس
● محور القوانين المسطرية و الاجرائية	
825	الحماية القانونية للمتطوع في دولة الإمارات العربية المتحدة (دراسة تحليلية مقارنة في ضوء التشريع الاتحادي والتنظيم المحلي في إمارتي دبي وأبوظبي) الدكتور: عبد الله سالم محمد فاضل الحضرمي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة وزارة الداخلية - دولة الإمارات العربية المتحدة
837	مبدأ سلطان الإرادة في العقد وحدوده في ظل التدخل التشريعي - دراسة في ضوء قانون الالتزامات والعقود والنصوص ذات الصلة - الدكتور: محفوظ أحمد سيد عبد الله دكتور في القانون الخاص
853	إشكالية التضخم التشريعي وأثره على الأمن القانوني الدكتور: أمحمد الأحمد دكتور في العلوم القانونية والسياسية أستاذ زائر بجامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي
867	نظام الضمان في التشريع الجمركي بالمغرب الدكتور: عجان عزيز دكتور في القانون الخاص - تخصص العلوم الجنائية
887	الإلغاء الاستباقي للعقد كآلية لمواجهة خطر الإخلال المتوقع - دراسة مقارنة الباحثة: تمارا سعد مغامس باحثة بسلك الدكتوراه تخصص: القانون الخاص - الجامعة الإسلامية في لبنان
907	التدخل القضائي في تأويل العقد الاستهلاكي: بين أسس حماية التوازن وحدود الأمن التعاقدية. الباحثة: دعاء الشلي باحثة بسلك الدكتوراه

التسليم في العقود العينية: دراسة في المفهوم والطبيعة والوظائف في التشريع الموريتاني الدكتور : مولاي عبد الرحمن اد/ مولاي إسماعيل دكتور في القانون الخاص	919
سبب رفع دعوى إشهار إفلاس المدين في المدارس القانونية المعاصرة والشريعة الإسلامية "دراسة فقهية تطبيقية تطبيقاً على النظام القانوني السوداني" الدكتور: سامي عبد الحميد إبراهيم أحمد الأستاذ المشارك بكلية الحقوق جامعة الملك فيصل المملكة العربية السعودية وكلية الشريعة جامعة القرآن الكريم والعلوم الإسلامية-السودان.	931
• محاور قانون العقار و التعمير	
التنظيم القانوني للمعاملات العقارية ذات الطابع التجاري في المملكة العربية السعودية: نحو منظومة تشريعية مستدامة الدكتورة : زبيدة عبد الهادي اتييم كلية القانون - جامعة الأمير سلطان	959
الرهن العقاري بين الفقه المالكي والقانون الموريتاني الدكتور: محمد الأمين أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط	980
دور فقه المحافظة العقارية في تكريس ضوابط النظام العام التعاقدية الدكتور: عبد الهادي رشدي دكتور في الحقوق عضو مركز الرحامنة للأبحاث والدراسات القانونية والاجتماعية والإنسانية أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب	997
توثيق التصرفات الواردة على تقسيم العقارات: دراسة تحليلية في ضوء القانون 25.90 الباحث: الحسن أندوري باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة باحثة في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1031
القرارات السلبية للمحافظ على الأملاك العقارية في مسطرة التحفيظ العقاري: بين سلطة الإلغاء والرفض وضمانات المشروعية الباحثة: كوثر الغزال طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الأستاذة الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة محاضرة مؤهلة - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1047
تطبيقات الخبرة في منازعات العقار ورقابة القضاء عليها الباحث: سفيان شايب باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط	1065

1083	المرأة السلالية ورهان التنمية المستدامة وفق القوانين الجديدة الباحث: مصطفى بن لغريسي طالب باحث بسلك الدكتوراه - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس الدكتور: عبد العالي لعديري أستاذ باحث - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس
1094	المكانة الجديدة للمرأة السلالية بين حيف الأعراف وتدخل القانون الباحثة: إيمان فضلي طالبة باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية عين السبع - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء مختبر الهندسة متعددة التخصصات للأعمال والمهارات الناعمة والتدبير والقانون (LIASMAD) محامية بهيئة المحامين بسات
	• محور قانون الشغل و الحماية الاجتماعية
1110	اختراعات الأجراء: أية مقارنة قانونية لحماية حقوق أطراف عقد الشغل؟ الدكتورة: نادية المشيشي أستاذة باحثة في قانون الأعمال كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط
1122	كرونولوجيا الاجتهاد القضائي بشأن الطبيعة القانونية لمسطرة الفصل بسبب الخطأ الجسيم (دراسة تحليلية نقدية) الدكتور: رشيد الزعيم دكتور في القانون الخاص - جامعة محمد الخامس بالرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - سلا
1134	مفتشية الشغل بين الرقابة والوساطة في منازعات الشغل الباحثة : شيماء الجباري الحسني باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء الدكتورة: ابتسام بلحداد أستاذة التعليم العالي - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
1146	التعليم التقني والمهني وتمكين المرأة في فلسطين: دراسة حالة في الكلية الجامعية الذكية للتعليم الحديث الباحثة : آسيا القواسمي باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية الأستاذ الدكتور: توفيق السعيد أستاذ التعليم العالي - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية
1159	أثر القيادة الابتكارية على التميز المؤسسي لدى العاملين في مجمع الشفاء الطبي بقطاع غزة الباحث: رائد خميس محمود حماد متخصص في إدارة الأعمال - قطاع غزة
1180	دور الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات في إرساء أسس الدولة الاجتماعية الباحث: عياد باتي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات، مختبر البحث في قانون الأعمال مفتش الشغل من الدرجة الثانية

1192	مفتش الشغل بين الرقابة والتصالح: دراسة في ازدواجية الوظيفة وآثارها على علاقات الشغل الدكتورة : وسيلة جلال دكتورة في القانون الخاص
1205	مسطرة الاستماع للأجير في ضوء التحول الرقمي الباحث: مراد البورقادي باحث في سلك الدكتوراة، مختبر الدراسات والأبحاث في القانون الخاص، الهندسة القانونية والتنمية المستدامة، كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس - متخصص في قضايا قانون الشغل وتدير العلاقات المهنية
● محور القانون الرياضي	
1215	تحولات عقود الرعاية الرياضية في ضوء الممارسة القانونية الدكتور: محمد الحليمي دكتور في الحقوق أستاذ زائر بالكلية المتعددة التخصصات بالعرائش
1231	حماية القاصر في الرياضة: بين النظرية والممارسة الدكتور: يوسف أبويعقوب دكتور في الحقوق أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان الدكتورة: أحلام عليمي أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان - منسقة ماستر المنازعات والتحول الرقمي رئيسة فريق البحث في السياسة الجنائية والأمن الأسري والعقاري بمختبر الدراسات والأبحاث القانونية والسياسية والتنمية
1241	مكافحة تعاطي المنشطات في المجال الرياضي: دراسة في مدى ملائمة التشريعات الوطنية للمقتضيات الدولية - حالة القانون رقم 06.23 الدكتور: حميد اسليماني دكتور في القانون العام والعلوم السياسية - أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
● محور القانون البيئي	
1258	قراءة في القوانين البيئية بالمغرب الدكتور: وليد حديديوي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية، جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
1269	الطاقات المتجددة والهيدروجين الأخضر: "من الأمن الطاقى إلى السيادة الطاقية" الدكتور المصطفى حيان دكتور في القانون العام والعلوم السياسية باحث في السياسات العمومية جامعة القاضي عياض، مراكش أستاذ زائر بكلية الحقوق بالمغرب
محور القانون الدولي	
1282	مدى كفاية قواعد القانون الدولي الإنساني لحماية المدنيين أثناء حرب المدن (حرب السودان 15 أبريل 2023م - نموذجاً) الدكتور موسى محمد مصباح استاذ مشارك كلية القانون، جامعة النيلين - السودان
1298	الحصانات والامتيازات الدبلوماسية للمبعوث الدبلوماسي في فقه المالكية والقانون الدولي دراسة فقهية قانونية مقارنة. الدكتور : مهدي بن عبد الكريم الصوتي باحث من جامعة القرويين كلية الشريعة-أكادير.

تطور الذكاء الاصطناعي وخروجه عن السيطرة تهديدات ومخاطر الدكتور سيف محمد سيف السويدي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي بالاشتراك مع الدكتور ممدوح خليل البحر عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي	1320
أزمة الهجرة والنزوح القسري في ظل النزاعات في غرب إفريقيا الباحثة : ليلي اليحيوي باحثة في القانون الدولي بجامعة محمد الخامس الرباط	1342
المغرب والعمق الأفريقي: الأبعاد الجيواقتصادية والأمنية لمبادرة الأطلسي ومشروع أنبوب الغاز (نيجيريا - المغرب) الباحث : إبراهيم النوحى باحث في السنة الخامسة من سلك الدكتوراه في القانون العام والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالمحمدية	1359
النزاع في منطقة الأحواز (إيران) الباحثة / بدور آل خليفة طالبة في ماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة جامعة لوسيل دولة قطر بإشراف الدكتور / محمد اوريا	1373
الشرق الأوسط ما بعد الحرب الإيرانية الأمريكية: تحولات القوة وإعادة تشكيل النظام الإقليمي الباحث : بدر بتال العتيبي باحث في الشؤون الدولية والسياسات العامة حاصل على درجة الماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة	1387
● محور القانون الإداري	
هل أن أوان التحكيم الضريبي في المغرب؟ من منطق الحظر إلى إمكان بناء عدالة جبائية بديلة دراسة تحليلية في القانون المغربي على ضوء مستجدات 2026 الدكتور مصطفى الفوركي دكتور في القانون الخاص	1407
المصادر الشرعية للقضاء الإداري السعودي الدكتور فيصل بن صبر اللويش الشمري الأستاذ المساعد بقسم القانون في كلية الشريعة والقانون بجامعة حائل	1428
وقف تنفيذ القرار الإداري السلبي دراسة مقارنة المحامي الدكتور انمار هيثم نعمة الساعدي رئيس القسم القانوني كلية القانون جامعة اوروك-بغداد المحامي الدكتور رجب محمد ندا رئيس قسم القضايا بالإصلاح الزراعي محاضر القانون الإداري بكليات القانون مصر الدكتور رجائي عبدالرحمن عبدالقادر عوض أستاذ قانون المرافعات المدنية المساعد كلية القانون جامعة اوروك -بغداد	1449

1467	"التعويض غير النقدي في القضاء الإداري السعودي" الدكتور : محمد بن عبدالله بن محمد الملحم أستاذ مساعد-كلية الحقوق-جامعة الملك فيصل بالأحساء-المملكة العربية السعودية
1487	"البرامج الميزانية" كرافعة لتكريس نجاعة المالية العمومية وتعزيز المسؤولية التدبيرية الدكتور: فهد فيلالي، دكتور في القانون العام جامعة سيدي محمد بن عبد الله إطار إداري وباحث في التدبير العمومي والحكامة المالية
1508	دور الآليات الحديثة للتدبير والتسويق الترابي في ضمان تنافسية المجال الدكتور هشام عميد دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الأول- سطات
1524	سلطة التعيين في الوظائف السامية في دول المغرب العربي الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط- موريتانيا
1535	التحكيم في منازعات عقود المقاولات العمومية وحدود التحول في ضوء مستجدات قانون التحكيم المغربي الجديد رقم 95.17 الدكتور محمد علالي دكتور في القانون الاقتصادي أستاذ باحث بالمركز الجهوي لمهن التربية والتكوين لجهة سوس ماسة/أكادير
1561	العدالة الضريبية بالمغرب: بين الحق والواجب الدكتور إبراهيم بنفراج أستاذ زائر بجامعة ابن زهر
1581	المنهجية الجديدة لإعداد مشروع قانون مالية السنة بالمغرب في ضوء الكتلة الدستورية للمالية العمومية الدكتور : محمد أحتيتيش دكتور في القانون العام، جامعة سيدي محمد بن عبد الله بفاس
1596	تطور شروط المصلحة في دعوى الإلغاء بين التوسع والتقييد القضائي: دراسة تحليلية مقارنة الدكتور عبد القادر يوسف شامخ أستاذ متعاون مع كلية العلوم القانونية والسياسية بجامعة نواكشوط
1609	الرقابة الجبائية في ظل التحول الرقمي بالمغرب الباحثة : جهان المليح طالبة باحثة بسلك الدكتوراه بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
• محور القانون الدستوري	
1626	حرية التعبير في موريتانيا، دراسة في الحماية الدستورية وواقع الممارسة الدكتور الطاهر ولد أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط
1641	أسس الملكية الدستورية في المغرب الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط

المركز الدستوري لمنظمة التحرير الفلسطينية وأثره في بنية النظام الدستوري الفلسطيني الباحثة : مرام عوض عامر نصار باحثة في سلك الدكتوراه في القانون العام بحث مستخلص من أطروحة الدكتوراه الموسومة بعنوان الإرادة الدولية في وضع الدساتير الوطنية (فلسطين نموذجاً) دراسة تحليلية وصفية	1650
من الشرعية الانتخابية إلى شرعية الانجاز في النظام الدستوري المغربي الدكتور : أنوار التازي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الثاني -الدار البيضاء	1673
• محور العلوم السياسية	
اللجان النيابية لتقصي الحقائق في الممارسة البرلمانية المغربية دراسة على ضوء تجارب وممارسات دولية مقارنة - الدكتور : محمد سكي أستاذ محاضر مؤهل بجامعة محمد الخامس، الرباط باحث في القانون الدستوري والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية و الاقتصادية و الاجتماعية، سلا	1688
الأحزاب السياسية وتكوين الكفاءات وإنتاج النخب السياسية: الوظائف، الآليات، وحدود الفعل الحزبي " دراسة حالة المغرب" الباحثة : الزهرة اباحني طالبة في سلك الدكتوراه جامعة محمد الخامس الرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية و الاجتماعية سلا	1710
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية	
Minimum Wages and Overtime Premium in Light of Saudi Labor Law and the Fair Labor Standards Act (FLSA) Dr. Osama Abdulrahman Alkhamis Assistant Professor of Civil Law, Private law Department, College of Law, King Faisal University, Alahsa, Kingdom of Saudi Arabia	1724
Relationship Between Administrative, Strategic, and Training Dimensions of Total Quality Management and Performance Evaluation in Public Healthcare Facilities in the Gaza Strip Yousef. M. A. Alghoul Department of Business Administration, College of Graduate Studies, University of Al-Butana, Sudan Human Resources Planning Department, Planning and Performance Unit, Palestinian Ministry of Health, Gaza,	1749
Russia's Palestine Discourse in the Context of the Ukraine War: Anti-Westernism or a Principled Stance? Üniversite adı: Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi Danışman: Prof.Dr. MEHMET SEYFETTİN EROL İKTİSADİ VE İDARİ BİLİMLER FAKÜLTESİ ULUSLARARASI İLİŞKİLER Öğrenci: Adı- soyadı: OSAMA T.A. MORTAGA	1771

Pollen grains and their evidentiary value in criminal investigations. Saleem Isaaf Alazab 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. dr.alazab@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0001-0544-620X. Ali Ahmad Alzubi 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. alialzubi@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0005-6602-101X. Sabah Mousa Abd Alrhmman Al Momani 1 Associate Professor. in the Department of Law. Faculty of Law, Al- Balqa Applied University, Jordan, Sabah.momani@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0007-8849-8470. Wael Hakam Qutishat Teacher, in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan, 1 wael.qutishat@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0006-8843-5368.	1804
Concept of Ambiguity in Law and Language First Author of the study: El JAILI EL HAGMOHAMED ABDALLA OMER PhD Researcher in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan. Legal Advisor – Altameer Ltd Company – Riyadh – Kingdom of Saudi Arabia P.O. Box 10493 Riyadh 11433. E-mail : eljaili_net@yahoo.com Second Author of the study: Prof : Jodah Ibrahim MohamedElnor Rahama. Professor in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan	1815
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية "محور الإدارة الصحية"	
Mechanisms for Rationalizing Antibiotic Misuse among Patients in Primary Healthcare Centers in the Southern Governorates of Palestine Dr.Mohammed A. M. Abu Rayya Health consultant PhD Health Management	1883
The Impact of The Crises Challenges on The Performance of Healthcare Providers At AL- Shifa Medical Complex- Gaza Strip Dr.Wael Abdel Majeed Abdel Kareem Okasha - MOH - Gaza - PhD in Health Management	1909
محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية	
La gouvernance sportive en droit marocain (première partie) : un édifice normatif inachevé — la loi n° 30-09 et ses textes d'application Dr. Samir ABAKIL Équipe de recherche Management et Gouvernance du Sport Institut Royal de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (IRFC), Rabat	1935
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LE DROIT DES AFFAIRES AU MAROC : OPPORTUNITÉS, RISQUES JURIDIQUES ET PERSPECTIVES DE RÉGULATION Pr. Lamyae SAHRANE Maître de conférences habilitée à la FSJES de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Doctorante-chercheuse Nour El Houda KERMICHE Doctorante à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Université Hassan II Casablanca - MAROC	1949
Le financement participatif : Apports et risques DR . Mohamed KELLATI Enseignant chercheur, FSJP, UCD, El-Jadida	1964

La justice administrative marocaine à la lumière de la réforme du code de procédure civile n° 58.25 : transformations procédurales et enjeux de l'efficacité judiciaire Youssef Latrach Faculté des Sciences juridiques et politiques Université Sidi Mohamed Ben Abdellah - Fès	1973
La sauvegarde des entreprises en difficulté en droit marocain : fondements, mécanismes et limites Dr. Chaimaa MAROUFI Docteure en droit privé	1989
L'ÉGALITÉ DES CHANCES DANS LE DROIT DE SPORT : APPROCHE JURIDIQUE EN DROIT MAROCAIN Dr. Badre FASSI FIHRI Docteur en droit - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Fès	1999
La coopération maroco-espagnole de lutte contre l'immigration clandestine Dr. Brahim NAITOUGARZ Docteur et chercheur en droit international et relations internationales	2007
Le consentement résiduel. Stratification de l'adhésion organisationnelle et défaisance non simultanée Dr. Salma KADIRI ALAOUI Docteure en sociologie des organisations Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc	2021
La protection de l'assuré contre les clauses abusives : étude comparée des droits marocain et français Dr. Siham LAKBOUCHI Docteure en droit privé - Université Hassan II, Casablanca - MAROC Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Aïn Chock	2032
La preuve électronique : reconnaissance juridique et difficultés probatoires en droit marocain Dr. Asseya ABLI Docteure en droit	2041
LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE FACE À LA REVOLUTION NUMERIQUE : PRINCIPES, DEFIS ET EVOLUTIONS PREVUES Chercheuse KOUASSI Amino Désirée Colombe Doctorante en droit privé - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès Encadrée par M. Abdellah MARGHICH professeur de l'enseignement supérieur à la même faculté	2058
Le consommateur entre adhésion et négociation dans les contrats de consommation électroniques El Alaoui Mohammed Doctorant Université Moulay Ismaïl (UMI) - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Meknès Laboratoire : Droit et Développement Professeur encadrant : Pr. El Bakkay EL MAAZOUZ	2069
L'intelligence artificielle comme levier de transformation des politiques éducatives : opportunités, risques et perspectives pour le système marocain EHIRI NAAMA Faculté des sciences de l'éducation - Rabat Laboratoire de recherche sur l'analyse et l'évaluation des systèmes d'éducation et de formation - Rabat	2079

La responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle : enjeux juridiques et défis probatoires Abir OMRI Doctorante-chercheuse Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât Pr. Soumaya AKKOUR Professeure de l'Enseignement Supérieur - Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât	2094
La couverture sanitaire universelle au Maroc : un levier de la réforme du système de santé ELAMIM Abdelouahed Doctorant-chercheur Doctorant en droit public - FSJES Ain Chock, Casablanca	2112
L'adaptation du droit marocain de la concurrence face aux géants du numérique : entre impératifs d'innovation, compétitivité et souveraineté économique. AZEDDINE TANOUCHE Doctorant chercheur en droit privé Laboratoire : Essor, Droit, philosophie et société Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès	2126
La loi n° 58.25 relative à la procédure civile Lecture des principales nouveautés et enjeux de mise en œuvre EL BAIR Ali Doctorant-chercheur Université Hassan 1er de Settât - Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Settât Laboratoire de Droit des Affaires	2135
L'équivalence fonctionnelle comme grille de contrôle de l'audience à distance La décision n° 255/25 de la Cour constitutionnelle marocaine et la loi n° 58.25 portant code de procédure civile Doctorant-chercheur MEHDI Nordin Doctorant en droit privé Faculté des sciences juridiques et politiques de Tanger - Université Abdelmalek Essaâdi Thèse préparée sous la direction de Monsieur le Professeur Soufiane MASRAR Adresse de correspondance : maitre.nordinmehdi@gmail.com	2145
La profession libérale d'avocat et le droit de la concurrence Doctorant-chercheur Mohammed Faouzi CHERRAQI Doctorant en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia Pr. Ahmed ALLALI Maître de conférences habilité en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia	2170

كلمة افتتاحية للاصدار رقم 66 من مجلة القانون والأعمال الدولية

بسم الله الرحمن الرحيم

العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية

يصدر العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية في لحظة تتسارع فيها وتيرة الإصلاح التشريعي، وتتبدل فيها أدوات العمل القانوني ومناهج البحث فيه. فما كان بالأمس موضوعا لاجتهاد فقهي محدود صار اليوم مادة لنصوص قانونية مستحدثة، وما كان يعد من قبيل الافتراض التقني أصبح واقعا تفرضه الممارسة على القاضي والمحامي والباحث على حد سواء. وفي هذا السياق تتحدد وظيفة المجلة العلمية: لا أن تواكب التحول وحده، بل أن تقيسه بميزان القاعدة القانونية، وتكشف ما فيه من مكاسب وما يعتريه من نقص.

وقد حرصت هيئة التحرير، في هذا العدد، على أن يكون البناء المعرفي للمجلة متوازنا في محاوره، متعدد المشارب في مواده. فقد توزعت الدراسات المنشورة بين القانون الخاص بفروعه، والقانون العام والعلوم السياسية، والقانون الجنائي، وقانون الأعمال، وقانون الشغل والحماية الاجتماعية، والقانون العقاري، والمساطر القانونية والقضائية، والقانون البيئي، والقانون الرياضي، إلى جانب الدراسات الشرعية وما يتصل بها من قضايا الأسرة والفقه، ومحور خاص بأثر الرقمنة والذكاء الاصطناعي في المنظومة القانونية، ومحور مستقل للدراسات المحررة باللغة الفرنسية.

وليس في هذا التنوع تشتيت، وإنما هو انعكاس لواقع القانون ذاته؛ إذ لم تعد الفروع القانونية جزرا معزولة، بل صارت الظاهرة الواحدة تستدعي أكثر من فرع وأكثر من منهج. ولذلك آثرنا في تقديم هذا العدد الإشارة العامة إلى محاوره دون الخوض في تفصيل كل دراسة على حدة، تاركين للقارئ أن يبني حكمه من النصوص نفسها.

ومن دواعي اعتزاز المجلة أن مواد هذا العدد وردت من باحثات وباحثين ينتمون إلى مؤسسات جامعية ومهنية متعددة داخل المغرب وخارجه، وأن بينهم أساتذة التعليم العالي وحاملي الدكتوراه والباحثين بسلك الدكتوراه وممارسي المهن القانونية. وهذا التعدد في المراتب والمشارب هو ما يمنح المجلة صفتها العلمية، ويجعلها فضاء للحوار بين النظرية والممارسة، لا منبرا لطرف دون آخر.

وقد خضعت جميع الدراسات المنشورة لمسطرة التحكيم العلمي المعتمدة بالمجلة، والتزمت هيئة التحرير في مراجعتها بمعايير الصياغة والتوثيق المقررة، مع الحفاظ على استقلالية كل باحث في آرائه واجتهاداته. فما يرد في هذه الدراسات من مواقف يلزم أصحابها وحدهم، ولا يعبر بالضرورة عن رأي المجلة.

وإننا إذ نضع هذا العدد بين يدي القارئ، نتقدم بالشكر إلى الباحثات والباحثين الذين أثروه بأعمالهم، وإلى السادة المحكمين على ما بذلوه من جهد في التقويم والتوجيه، وإلى كل من أسهم في إخراج هذا العمل إلى النور. ونجدد الدعوة إلى المشتغلين بالبحث القانوني للمساهمة في الأعداد المقبلة، بما يعزز رصيد المجلة ويخدم البحث العلمي في مجال القانون والأعمال. وبالله التوفيق.

والله ولي التوفيق

إدارة مجلة القانون والأعمال الدولية



كعادتها، تواصل مجلة القانون والأعمال الدولية ريادتها للمجلات القانونية العربية، وقد شهد الإصدار الأخير منها الموافقة على نشر 130 بحثًا بمشاركة 160 مشاركًا ما بين أستاذ جامعي ودكتور وباحث وممارس من 16 جنسية مختلفة.



هذه العسارة ناتجة بعد تحكيم أكثر من 360 بحثًا من طرف المحكمين المنضوين تحت لواء المجلة ومن مختلف الجنسيات، لأجل الوصول إلى أجود الأبحاث التي تستحق النشر.



إصدار شهر أكتوبر 2026

يعتبر الإصدار رقم 66 لمجلة القانون والأعمال الدولية من أجود الأعمال القانونية المحكمة، وقد شمل هذا الإصدار أبحاثًا من مختلف مشارب القانون موزعة على 16 محورا.



إحصائيات العدد 66

شمل الإصدار رقم 66 (130 بحثًا)



8

باللغة الإنجليزية



19

باللغة الفرنسية



103

باللغة العربية

الجنسيات المشاركة في هذا الإصدار

 السودان 5	 قطر 7	 الأردن 8	 موريتانيا 8	 السعودية 9	 الإمارات 9	 فلسطين 13	 المغرب 89
 ساحل العاج 1	 تركيا 1	 مصر 1	 البحرين 1	 اليمن 1	 العراق 2	 سلطنة عمان 2	 لبنان 3

عدد الأبحاث	محاور الإصدار رقم 66
20	محور الرقمنة والذكاء الاصطناعي
15	محور قانون المال والأعمال
4	محور قانون الأسرة وعلوم الفقه
10	محور القانون الجنائي
8	محور المساطر الإجرائية
8	محور العقار والتعمير
8	محور قانون الشغل والحماية الاجتماعية
3	محور القانون الرياضي
2	محور القانون البيئي
7	محور القانون الدولي
12	محور القانون الإداري
4	محور القانون الدستوري
2	محور العلوم السياسية
6	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية
2	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية: الإدارة الصحية
19	محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية
130 بحثًا	المجموع